

FRAGMENTS DE FUTUR

Le mouvement 9 décembre à Turin

Préface à l'édition française

En décembre 2013, l'Italie est secouée par un phénomène nouveau et déroutant. Pendant des semaines un appel à descendre dans la rue le 9 décembre pour « faire la révolution » inonde les réseaux sociaux. Lancé par une coordination sulfureuse de petits agriculteurs et routiers, cet appel s'est diffusé comme une trainée de poudre.

Il est important de revenir sur le contexte de l'époque, l'Italie traverse alors une phase historique particulière. En 2011, l'énième gouvernement Berlusconi tombé, pris dans la spirale d'une gigantesque spéculation sur la dette publique. Dans une atmosphère d'apocalypse financière, une classe politique tombée dans l'hystérie complète accepte de se ranger derrière le sénateur Mario Monti, ancien commissaire européen. Celui-ci bénéficie de la confiance nécessaire dans les couloirs de Bruxelles pour rassurer tout le monde que ce qu'il fallait faire allait à être fait. Nommé premier ministre par le Président de la république sans aucune élection et appuyé par la quasi-totalité du parlement, il précipite la mise en place de politiques d'austérité, de toute évidence trop timidement implémentées par les gouvernements de centre-droite et de centre-gauche depuis le début de la crise, toujours trop soucieux de sauver au moins les apparences devant leur électorat. A la suite de ce gouvernement technocratique, un nouveau Premier ministre est nommé d'office sans aucune élection. Ce dernier fait figure de centriste modéré, membre du Parti Démocrate, le principal parti ressorti des différentes mutations post-communistes du PCI. Avec ce gouvernement, la sensation que la classe politique et les élites économiques forment un club privé, complètement imperméable non seulement aux souffrances sociales mais également à toute forme de volonté populaire se généralise et devient sens commun. C'est d'un tel sentiment que se nourrit un OVNI politique tel que, le Mouvement 5 étoiles, pour s'affirmer, en entamant une progression vertigineuse qui l'amènera, par la suite, à prendre la tête du premier « gouvernement populiste » d'Europe. Outsider complet par rapport à l'échiquier politique traditionnel, le mouvement 5 étoiles englobe des poussés de gauche et de droite. Il trouve ses origines dans un blog et dans les réunions (*meet up*) des fans de Beppe Grillo, comique qui mélange dans ses shows des visions écologistes, millénarisme technologique, dévoilement de la corruption de la Caste et apologie de la démocratie directe rendue possible par les nouveaux instruments numériques.

La ville de Turin incarne en quelques sortes toutes ces tensions, en les déclinant sur un territoire métropolitain où les plaies de la désindustrialisation sont encore complètement ouvertes. C'est ici que l'on connaît le taux de chômage des jeunes le plus élevé du Nord du pays, c'est ici qu'un modèle de développement basé sur la touristification du centre-ville, censé succéder à celui de la *motor city* signé FIAT, commence à craqueler, c'est ici que le Mouvement 5 étoiles va gagner, quelques années plus tard, une de ses premières grandes villes.

C'est dans ce scénario que le spectacle du Mouvement 9 décembre s'impose. Complètement en dehors des radars journalistiques et militants, il prend possession des ronds-points et des carrefours, improvise des cortèges, bloque les routes. A Turin, il dépasse largement les organisateurs et arrive à porter l'affrontement jusqu'au cœur du centre-ville, aux pieds du palais de la Région, ébranlé à ce moment-là par un scandale de corruption. Une petite flamme, a posteriori assez éphémère, qui suscite une horreur certaine dans les partis de gauche ainsi que dans les groupes autonomes et libertaires. On s'empresse de coller au mouvement des étiquettes qui sonneront bien trop familières au lecteur français : poujadiste, proto-fasciste, confus, raciste. Chez certains camarades prend forme au contraire, une impression spécifique et diamétralement opposée : c'est dans ce mouvement que commencent à émerger les formes contemporaines de résistance à la restructuration capitaliste.

Le texte ici traduit est le fruit d'un travail de recherche, d'approfondissement et de discussions collectives autour des événements qui ont suivi le 9 décembre à Turin. Il tente de décrire la composition sociale des personnes ayant pris part à la mobilisation et les formes de la lutte. Dans un jeu d'échelles, il étudie ensemble les dynamiques micro-géographiques des blocages avec les mutations auxquels nous assistons dans l'économie-monde. Il affronte également les aspects les plus glissants du mouvement (nationalisme, question fiscale, UE...) les situant matériellement dans l'avancement de la crise. Il restitue, enfin, les sensations des camarades ayant participé aux blocages, leurs conversations avec les personnes descendues dans la rue.

Le lecteur n'en sera pas dupe, le choix de la traduction de ce texte, à plus de 5 ans de sa parution, n'est pas anodin. Depuis le 17 novembre, la France est traversée par un autre mouvement, les gilets jaunes. D'une radicalité et d'une intensité toute autre, il nous semble partager dans les formes et dans les contenus des nombreux traits que ce texte avait pris la peine de mettre en évidence au sein du Mouvement 9 décembre. L'Italie se serait-elle révélée, encore une fois, un laboratoire politique laissant entrevoir des tendances plus générales? Au lecteur d'apprécier aujourd'hui le pari politique formulé hier par cet essai, énoncé clairement dès son titre. Dans l'espoir que les réflexions présentées ici puissent contribuer à un avancement collectif en France, de la même façon que ce qui est en train de se passer outre-Alpes alimenter de nouveaux questionnements ici...

Turin 26/02/2019

Introduction à l'édition italienne

Fascistes sous couverture, petite bourgeoisie ignorante, gens ordinaires avec l'écume aux lèvres, menaces pour l'ordre démocratique, personnes manipulées de l'extérieur, fraudeurs du fisc, expressions des passions tristes et égoïstes à courte vue... La "gauche" a montré qu'elle avait sa propre lecture préétablie et linéaire d'un phénomène qui nous a paru beaucoup plus dense et articulé.

Un débat bourré de préjugés s'est construit sur Internet autour d'un grand malentendu qui a consisté à vouloir absolument voir une manifestation homogène dans les présences et les formes prises par les Forconi, là où il y avait au contraire des points d'agrégation qui procédaient par des affiliations professionnelles, des affinités amicales et des expériences de voisinage. La plus grande erreur a été de vouloir réduire une hétérogénéité de sujets sociaux à la dimension organisationnelle originale de la "coordination du 9 décembre". Certains ont souhaité voir un sujet politique défini là où il y avait plutôt une insurrection sociale, bien qu'elle n'avait pas un caractère de masse ni ne partageait les mêmes caractéristiques à l'échelle nationale.

Une deuxième erreur a été le refus obstiné d'aller voir par soi-même, le plus souvent en se satisfaisant des représentations fournies par les médias traditionnels. Ici, à Turin, l'attitude de beaucoup d'hommes et de femmes de gauche s'est limitée à la formulation d'un jugement sec et irrévocable, souvent non étayé par des témoignages directs. Ceux qui sont allés jeter un coup d'œil et discuter ont eu tendance à voir et à entendre quelque chose de différent, ou en tout cas de plus complexe. Pour beaucoup, quelques drapeaux italiens agités dans la rue suffisaient à les éloigner hygiéniquement de la mobilisation : "J'ai vu les Forconi de loin et ça ne m'a pas plu".

Première mise au point sur les critiques qui nous ont été adressées : peu d'entre elles ont retenu l'avertissement que nous avons émis dans les jours précédant les mobilisations, quand il était précisé que nos observations faisaient spécifiquement référence à Turin (ce n'est donc pas un hasard si dans cette ville, presque toutes les forces antagonistes et auto-organisées ont exprimé, dans une variété de tons et de degrés, une lecture convergente à la nôtre du phénomène, sans négliger de cerner les ambiguïtés qui le composent). Pour qui sait le voir, Turin a montré à cette époque ses propres entrailles, celles d'une ville qui n'est plus celle de l'ouvrier-masse de la Fiat mais qui ne peut en aucun cas se retrouver dans le projet merveilleux de la "smart city", surtout après le champ de ruines laissé par l'endettement consécutif aux Jeux olympiques de 2006 et les résultats des mandats successifs de Chiamparino à la mairie de la ville.

Bien que l'on cherche ici à retracer les contours de ces journées à Turin, nous ne pensons pas que l'on puisse se contenter d'une lecture restreinte à l'échelle locale, qui évoquerait peut-être une sorte d'"anomalie turinoise". Les caractéristiques de ce que nous avons vu ici, nous les avons retrouvés dans

les chroniques et réflexions de camarades d'autres régions, à Rho* (9/10/11 décembre : contradictions et composition vues de l'intérieur), dans le reportage d'un compagnon de Ligurie (#9décembre, blocage total d'Imperia) et dans un article sur Milan de Luca Fazio pour Il Manifesto (Le court-circuit de la Piazzale Loreto). Un étudiant originaire de Monfalcone (province de Trieste) a d'autre part indiqué qu'un grand nombre de chômeurs et d'immigrants participaient aux blocus. Une description qui coïncide en partie avec ce qui a été écrit par d'autres camarades de Bergame (Deux semaines parmi les "forconi". Un regard "à froid"). Une hypothèse interprétative valable au moins pour le nord-ouest de l'Italie mériterait donc d'être avancée, là où la crise pèse plus qu'ailleurs, en l'absence de la ville-usine et de son système de gouvernement et d'administration du territoire.

Mais il y a quelque chose de plus profond. Sur *Sole24Ore*, Aldo Bonomi a parlé d'un « étrange conflit, sans les lieux idéal-typiques de l'usine et du quartier, sans métiers, sans professions, sans classe hégémonique [...] Un conflit sans représentations codifiées et reconnues. Sa remise en question est moléculaire, intense et généralisée à mesure de la crise actuelle de la politique et de la représentation. Voilà les "Forconi". Je les appelle les gens du "plus jamais", "ceux qui n'en peuvent plus" »¹. Il y a une trentaine d'années, un personnage aussi insoupçonnable qu'André Gorz (dans un livre² qui malgré son titre, était, en réalité, une déclaration d'amour à la classe ouvrière) parlait des insurrections à venir comme l'œuvre de la « classe des non-travailleurs ». Nous ne prétendons pas faire adhérer le nuage de poussière du 9 décembre à cette représentation, mais il faut reconnaître que du « non-travail » (c'est-à-dire l'autre face de la crise du travail salarié) et de l'« humain superflu » (du point de vue du Capital), il y en a eu énormément dans ces manifestations – et à Turin tout particulièrement.

La thèse de fond que nous avançons ici est qu'une dimension métropolitaine profonde s'est greffée sur le **condensat organisationnel** original du 9D. Celle-ci a dépassé les instances, les contenus et les formes de protestation élaborées au départ (le fameux « code de conduite »), mettant en avant d'autres horizons d'attentes (grâce notamment à la circularité entre les réseaux sociaux et le bouche à oreille du voisinage), des modes de participation différents et une radicalité imprévue. Après des années de grèves générales inutiles – mêmes lorsqu'elles émanaient des syndicats de base, incapables de concevoir une autre forme que le défilé impuissant ou le rassemblement sous les fenêtres de l'administration – nous avons assisté à un blocage efficace de la ville de Turin et à une capacité sans précédent d'effrayer ceux qui la gouvernent. La « grève », bien qu'anormale et menée par des sujets non-conformes à la représentation classique de la classe ouvrière, a produit une abstention massive des travaux du corps social de référence, tout en bloquant les flux de transports humains et de circulation de marchandises, ainsi qu'un affrontement devant le siège des institutions.

¹Aldo Bonomi, "I forconi metafora di un popolo creato dalla crisi sociale" [Les Forconi comme métaphore d'un peuple créé par la crise sociale], *Il Sole 24 Ore*, 22.12.2013.

²André Gorz, *Adieux au prolétariat*, Paris: Galilée, 1980.

Trois niveaux différents de ce qui pourrait être demain une grève métropolitaine ont donc été activés. Dans le même temps, des contenus politiques incontournables sont apparus, y compris en relation avec une réponse antagoniste à la crise. L'incapacité de la gauche à saisir le contenu profond de cette forme inédite de lutte de classes, issues du monde des périphéries urbaines où des différences significatives de revenus et de positionnements dans la production coexistent dans une homogénéité culturelle substantielle, a légitimé une lecture réconfortante et hypostasiée. Avec beaucoup de snobisme, certains en sont arrivés à stigmatiser tous les sujets présents dans les initiatives de protestation, en les dissolvant dans une lecture préétablie. Nous avons notamment assisté à l'action conservatrice d'une gauche qui, face à l'impétuosité de tant de travailleurs paupérisés, a préféré défendre les institutions et les structures de pouvoir existantes ou les anciennes habitudes, au risque de livrer sur un plateau à la droite les intérêts de tous ceux qui payent les conséquences de cette crise. Un camarade qui a participé à l'un des nombreux cortèges qui ont traversé le centre-ville entre lundi et mercredi livre ce témoignage significatif à cet égard :

"Un grand cortège de jeunes banlieusards est dans la rue avec une banderole tricolore. De quelques fenêtres de la via Po, un couple d'habitants commence à leur jeter des bouteilles ou des seaux d'eau en criant "fascistes !". (Leurs propos sont un peu étouffés par l'agitation). Du cortège on répond avec des insultes : "trou du cul", "petite merde"; quelqu'un est allé sonner avec insistance à l'interphone de leur immeuble. Une fille que j'avais rencontré le matin même (ancienne travailleuse d'Eataly³) me dit : "Sais-tu pourquoi ces gens nous balancent des choses ? Parce qu'ils sont riches, ils ne sont pas aussi pauvres que nous. Et ils ont peur que si l'on faisait tomber le gouvernement, ils seraient eux aussi dans la merde. Parce que le gouvernement n'aide que les riches." (J.)

Parmi les nombreuses critiques ayant suivi nos contributions "à chaud" (laissons de côté les instrumentalisations de mauvaise foi et les rancunes mal voilées), quelques objections nous paraissent dignes d'être mentionnées :

- 1- La curiosité, c'est bien, mais après tout, il n'y a pas grand-chose d'intéressant à voir, car il manque "nos" sujets sociaux de référence (à savoir les travailleurs salariés dépendants).
- 2- On ne peut pas se contenter de flâner dans un environnement social "neutre" et ne pas voir qu'il y a un projet politique clair et identifiable derrière cette mobilisation. La principale remarque critique en découle :
- 3- Ce qui est en train de se passer, c'est la première consolidation d'un bloc social de droite basé sur une révolte anti-impôts, le nationalisme et l'anti-européisme.

³Une grande chaîne de restauration et de vente de produit « typiques » italiens qui a démarré à New York et s'est ensuite diffusée dans plusieurs villes italiennes. Elle appartient à Oskar Farinetti, très proche de la gauche de gouvernement notamment du système des coopératives de l'Emilia-Romagna. (NdT)

Cette contribution a été rédigée pour répondre à la nécessité d'un approfondissement collectif, il s'agit d'une restitution publique d'un débat interne. Nous pensons qu'elle peut servir à éclaircir certaines des questions évoquées ci-dessus. Pour ceux qui ne sont pas satisfaits et qui veulent comprendre et nous (se) donner au moins le bénéfice du doute, nous proposons ces pages, sans prétendre dire le dernier mot sur un phénomène si étrange et contradictoire, mais en restant persuadés qu'il importe d'analyser les nœuds fondamentaux que cette révolte " anormale " a mis sur la table. Ce texte est le résultat d'une discussion collective, une petite tentative d'enquête au sein d'un corps social qui pendant quelques jours a perturbé le fonctionnement normal de notre ville. Étant aussi un collage d'interviews et d'impressions à chaud, le texte assume des caractéristiques contrastées et hétéroclites. Dans la première partie, nous allons essayer de rendre une multiplicité de regards sur les formes et la composition de la protestation. Nous allons essayer de répondre aux questions suivantes : Que s'est-il passé ? Qui était là ? Dans les chapitres suivants et dans la conclusion, nous nous demandons ce qui se cache sous la dimension explicite des Forconi, en émettant des hypothèses sur les développements possibles. Les questions deviennent alors plus difficiles : qu'y a-t-il derrière tout ça ? Ce qui s'est passé à Turin était-il l'anticipation de quelque chose ? Et plus important encore, est-ce bien terminé ? Dans la discussion qui a accompagné la rédaction du texte, après avoir participé aux journées de protestation, les questions restent au fond moins visibles mais plus urgentes : Comment lutter dans un territoire qui n'est pas encore politiquement caractérisé par des fascistes et des sujets réactionnaires ? Au fur et à mesure que la crise s'aggrave, des scénarios similaires se répéteront-ils en Italie ? Comment nous préparer ? Et surtout, quel est notre rôle en tant que militants ?

1. Turin, physionomie d'une révolte

1.1 Temps et lieux

La révolte a obéi à une topographie et à une temporalité précises, qui correspondaient à un changement et à une articulation des différentes compositions **qui se sont succédées, superposées ou ont parfois partagé les mêmes espaces, en choisissant ceux qui leur correspondaient le mieux**. Le degré de radicalité des blocages était variable, selon les contextes et le poids que les organisateurs de la « coordination du 9 décembre » avaient réussi à y avoir. Cela a influencé la répartition géographique des rassemblements et des cortèges, en les dynamisant, car en général les sujets les plus en colère, confrontés à une modération ou à une disciplinarisation excessive des formes de protestation, se sont déplacés à la recherche d'un autre terrain plus efficace. Le premier jour, on a eu tendance à observer ceci : après d'interminables discussions sur la légitimité d'un véritable blocage de la circulation, beaucoup de gens ont préféré se déplacer immédiatement vers le centre-ville, perçu comme l'espace d'accélération politique des événements du jour. D'autres groupes se sont déplacés de quelque centaines de mètres pour imposer un nouveau blocage, réel et efficace, loin du contrôle des organisateurs des Forconi et de la supervision complice des agents de la Digos⁴.

La mobilisation a donc eu ses propres espaces, vécus et traversés de façons assez différentes, tantôt comme un terrain dans lequel il fallait obtenir le consensus d'une plus large majorité tout en maintenant une efficacité dans l'action, tantôt comme un territoire éloigné où sont concentrés des objectifs à atteindre et des bâtiments institutionnels sur lesquels faire pression. On peut les diviser en quatre zones principales : 1) Les périphéries : place Derna, place Pitagora, place Rebaudengo, place Bernini, etc. 2) Le centre-ville : Place Castello (siège du conseil régional), place Statuto. 3) Première ceinture turinoise : Nichelino, Settimo Torinese, Grugliasco, etc. 4) Deuxième ceinture et au-delà : Chieri, Carmagnola, Pinerolese, Alpignano, Avigliana, etc.

À cela s'ajoute au moins une zone que l'on pourrait qualifier d' « extra-territoriale », celle de la grande distribution et de la logistique. Comme au centre-ville, il s'agissait d'espaces où le sentiment moyen d'altérité et d'inimitié était le plus prononcé. À l'inverse dans les grands blocus périphériques, on s'attachait davantage à maintenir un contexte de cordialité (comme en témoignaient les nombreux signes de solidarité). Après avoir incubé pendant plusieurs semaines dans le tissu organisationnel des marchés hebdomadaires, la manifestation a en effet suscité de larges attentes et des craintes quant à la participation des quartiers périphériques. Tout au long de ces journées, les marchés ont joué un rôle fondamental en tant que présence territoriale, non seulement pour la mise en place des blocus et le départ des cortèges,

⁴ Acronyme de « Divisione Investigazioni Generali e Operazioni Speciali (Division d'enquêtes générales et d'opérations spéciales). Il s'agit de la police politique italienne. A mi-chemin entre les RG et la BAC en France., ils font du renseignement et interviennent au même temps pendant les événements politiques ou sportifs en faisant office de médiateur et de coordinateur des pelotons de policiers anti-émeute.

mais aussi pour des moments de rencontre et de vie commune même dans un contexte de métropole atomisée, sordide et presque abrutissante. **Les rassemblements ont souvent eu lieu au centre des ronds-points, dans des routes très fréquentées, voire même des sorties d'autoroute.**

« Dans les semaines qui ont précédé le 9 décembre, l'adhésion la plus forte au mouvement est venue des épices de la sociabilité métropolitaine socialement opprimée : les supporters de foot d'une part, mais aussi les banlieues. Le stade est depuis plusieurs décennies un lieu de sédimentation des amitiés, des relations, des cultures et des pratiques organisationnelles [...] et ce rôle se reflète également dans le rythme et le style des chants contre les politiciens qui ponctuaient les cortèges. Les quartiers, et les banlieues tout particulièrement, étaient autrefois les forteresses d'une gauche qui entre temps a préféré faire des aller-retours entre les banques et les palais du pouvoir. Elles sont les lieux où des fragments variés du « peuple » partagent un horizon quotidien, et où, dans une perception largement répandue, survit tant bien que mal une certaine vérité et une sincérité dans les rapports humains. Le quartier est l'un des endroits où bon an mal an, on croit encore pouvoir faire confiance à quelqu'un, et le lieu de condensation des relations sociales dans le quartier n'est autre que le petit commerce : bars, boulangeries, centres commerciaux, magasins ». (D. G.)

La plupart de ces lieux où se concentre une grande partie de la population urbaine ont été investis par la longue restauration productive des trente dernières années, qui a transformé les cités-dortoirs ouvrières en cités-dortoirs de la ville post-fordiste, où l'effondrement d'une force de travail auparavant homogène s'est désormais entièrement réalisée. Comme Marco Revelli l'a noté avec précision dans une interview sur la Radio Onda d'Urto :

« Certains des lieux de blocage, en particulier au sud de Turin, dans le quartier de Mirafiori⁵, sont les mêmes où s'est produite la dernière révolte ouvrière en 1979, contre le nouveau contrat de la métallurgie. Les ouvriers qui n'avaient plus la force qu'ils avaient autrefois dans l'usine se sont déversés dans les rues et ont bloqué les carrefours de l'usine Fiat, exactement comme aujourd'hui on bloque les grands ronds-points. Les lieux sont les mêmes, les visages sont les mêmes, en plus pauvres [...] les formes de lutte sont les mêmes. Mais la composition est différente, il s'agit d'un autre segment du monde du travail, produit du douloureux système postfordiste italien : un bloc social hétérogène [...] qui rassemble un grand nombre d'atomes, de détenteurs de carte Equitalia⁶, tant de taxes que l'on ne peut plus payer, tant de dettes, tant de retards de loyer ».

Les temporalités de la révolte ont marqué un changement de lieux dans une succession de poussées centrifuges (de la périphérie vers le centre), ou parfois plus tortueuses : « toute une **géométrie** étrangère,

⁵Quartier périphérique au sud de Turin. Il est historiquement lié à la présence de FIAT ayant la majorité de ses usines dans cette zone de la ville avant la grande vague de désindustrialisation des années 1980.

⁶Le bureau des impôts chargé du recouvrement des dettes

souvent repoussante, dévidée et réécrite dans une congestion qui vient de plus loin, de Mirafiori, Lingotto ou Grugliasco. Le moyen employé est un bouche-à-oreille qui est actualisé au fur et à mesure. Ou bien une indication entendue dans la rue dans un échange, toujours au risque que celle-ci rencontre des poussées contraires en cours de route « (G.)

Si le premier jour, ce sont les rassemblements et les blocages de la périphérie et de la première ceinture qui se sont déversés dans le centre-ville, le lendemain, la manifestation a traversé les zones périphériques, croisant en sens inverse le flux des lycéens de la banlieue. Essayons de reconstruire brièvement les étapes chronologiques de cette dynamique. Le premier jour, on a pu voir des blocages dans tous les lieux annoncés par la Coordination, mais aussi dans d'autres parties de la ville. Une grande partie des gens s'est réunie dans le centre de Turin, où des rassemblements assez larges ont bloqué la gare de Porta Nuova, causant des moments de tension avec la Guardia di Finanza⁷. La situation devient plus difficile au moment des charges, quand des gaz lacrymogènes sont lancés près du siège **d'Equitalia**. La colère se libère finalement sur la Piazza Castello devant le siège du Conseil régional. Ici la participation est plus conséquente, on voit le regroupement des différentes composantes qui ont participé aux blocages dans la matinée. La rue « tient », la participation est large et transversale, plusieurs générations prennent part à l'assaut du « palais ». Les marchés sont tous déserts et une grande majorité des petits commerces ferment boutique par adhésion, approbation formelle ou par crainte de représailles. Depuis le matin, la circulation est bloquée près de la ville de Chieri, tandis qu'à Nichelino l'hôtel de ville est occupé et que les manifestants imposent la fermeture de nombreux magasins de la grande distribution. Dans les jours qui ont suivi, les blocages se sont succédés, en particulier grâce à la présence renouvelée des jeunes. La police est intervenue de manière plus diffusée et avec moins de volonté de laisser faire. **Les lycéens sont très actifs et jouent un rôle prépondérant.** Les magasins commencent à rouvrir mais le lock-out sur les marchés de rue reste total. Au même moment, on voit une extension décisive de la protestation aux territoires de la première et de la deuxième ceinture turinoise. Des blocages sont imposés par la force dans plusieurs points de la grande distribution. Des blocus auto-organisés, souvent par des élèves mineurs, prolifèrent en divers points sur l'axe du Corso Francia, sur la Piazza Statuto ou au rond-point du Forca. A partir de mercredi après-midi, la protestation commence à s'estomper comme en témoigne l'annonce de la réouverture des marchés le lendemain matin et l'apparition des premières divergences au sein de la « direction ». Le jeudi matin, seuls les lycéens sont encore dans la rue, la police aura alors beau jeu de les contrôler, diviser et réprimer. Mais l'agitation se poursuit à Nichelino, avec une situation particulièrement conflictuelle.

⁷Corps de police chargé notamment des contrôles fiscaux et la surveillance des frontières. Ils possèdent également des unités anti-émeute.

Une caractéristique particulière qu'il faut souligner en lien avec le caractère diffus des protestations est le caractère largement spontané des pratiques mises en place. Plus que d'originalité, il faut parler d'une reproduction autonome de celles-ci, détachée de la volonté des organisateurs. En ce sens, nous avons assisté à une véritable révolte urbaine, à tel point que même un petit nombre, mais largement dispersé sur le territoire, a créé de sérieux problèmes pour gérer le fonctionnement normal de la méga-machine urbaine. Une impression généralisée de chaos était palpable, que l'on retrouve dans la prolifération d'initiatives improvisées, en l'absence évidente de toute autorité politique, dans l'angoisse qui a saisi les policiers de la Digos face à des cortèges étudiants schizophrènes, sans destination et sans interlocuteurs reconnus.

1.2. Composition

L'effroi suscité par ce magma social en ébullition a trouvé son expression dans un éditorial de *Torino Cronaca* (un quotidien xénophobe et avide de scandales, initialement proche des revendications des manifestants) dans lequel le rédacteur en chef Beppe Fossati exprime une peur bourgeoise face à l'apparition de nouveaux fantômes sans histoire ni origine. Une certaine gauche exprime aussi des inquiétudes et une surprise vis-à-vis de ces événements provoqués par des sujets non traditionnels. Lors d'une assemblée organisée à l'université Palazzo Nuovo, une sorte de séance d'auto-conscience de la gauche de la ville, un jeune homme a traduit publiquement ces craintes, en admettant avoir retrouvés parmi ses proches :

« une forte inquiétude, typique de quand l'on n'arrive pas à comprendre la chaîne des événements [...]. Ce qui m'a inquiété, c'est la subversion des équilibres, la rupture des rapports sociaux normaux auxquels nous sommes habitués, le soulèvement de cette poussière avec laquelle on ne peut pas dialoguer, avoir un débat selon les schémas dont nous avons l'habitude [...] J'ai eu la sensation de ne pas savoir quoi faire, d'être aux prises avec une chose nouvelle, quelque chose d'inconnu [...] ».

Cette crainte, due à l'apparition de quelque chose d'inattendu et d'incompatible avec des physionomies antérieures et bien connues, se reflète dans les difficultés des dirigeants de la police à encadrer ces sujets sociaux. Un reportage réalisé par un journaliste de la *Stampa* retrace l'identité hétérogène des personnes arrêtées pour des faits de « violence » (« Le fanatique des rave party, le barman et le cassintegrato. Voilà le panel des identités retrouvées dans la rue »). C'est aussi ce que raconte un enquêteur de premier ordre qui a assisté à cette journée :

« On retrouve des sujets très différents dans la rue : l'événement est né des syndicats transporteurs routiers mais, parmi les plus minoritaires. La colonne vertébrale est composée des marchands ambulants. Ils occupent le territoire à leur manière, ils incarnent le malaise de ceux qui ne vendent plus assez et qui connaissent les problèmes de ceux qui ne peuvent plus acheter. À cela s'ajoute la composante des

supporters de foot et des jeunes de la banlieue, avec des préjugés et une curiosité variable. La dominante politique est principalement de droite, mais elle ne compte pas beaucoup. »

La référence au rôle des marchands ambulants dans la protestation est notable, elle coïncide surtout avec le caractère « banlieusard » de leur présence, du fait de leur contact étroit avec l'appauvrissement généralisé qui traverse cette ville : « nous sommes en première ligne, nous voyons augmenter tous les mois le nombre de ceux qui attendent le démontage des stands pour récupérer les marchandises abandonnées ou qui négocient même pour 20 ou 30 centimes d'euros » (R.) nous dit un ami qui travaille dans les marchés depuis plusieurs années (avec un passé dans les squats et les organisations de supporters). En fait, dans la masse des participants aux différents moments de la manifestation, on retrouve un patchwork bigarré qui n'a probablement pas eu le temps de s'enrichir et de s'articuler davantage, mais dont on peut identifier, parmi d'autres figures moins faciles à définir, au moins trois composantes fondamentales :

a) Le petit commerce et en particulier les marchands ambulants, considérant leur activité comme **auto-suffisante**, ou à la limite dans le cadre d'une entreprise familiale. D'après eux, ils seraient complètement capables de faire tourner boutique sans les contraintes extérieures contre lesquelles ils protestent, identifiées principalement dans la charge fiscale pesant sur eux et, de plus en plus, dans la voracité du secteur financier. Une voracité dont la caste politique serait dans un certain sens une synthèse visible et éhontée. Il y avait également une présence mineure, mais pas insignifiante d'immigrés ayant des petites échoppes ou bancs dans les marchés de quartier (surtout à Porta Palazzo). Si ce qu'on esquisse ici est la figure, composite mais bien définie anthropologiquement et politiquement, du « boutiquier », la composante plus interne et spécifique des marchands ambulants a joué un rôle de premier plan, en tant que segment interne et « plus avancé » de cette composition. Un animateur de Radio Blackout qui a effectué beaucoup de directs depuis les blocages (et qui a une bonne connaissance de ce monde-là) nous propose ces considérations : « Mon impression est que le succès de ce rendez-vous a été une conséquence, en large mesure, de l'enracinement des *mercatari*⁸ dans les quartiers périphériques. Dans les jours précédents la mobilisation, on voyait dans ces quartiers une attente aux airs quasi messianiques. L'engagement, la rage, l'organisation des gens du marché a été la *condition sine qua non* de la réussite. Ce n'est pas que les *mercatari* ont été particulièrement habiles à faire de la propagande ou du prosélytisme. C'est que ceux qui appartiennent à cette catégorie, qui cache en réalité des conditions très différentes en son sein, vivent et habitent nos banlieues, font le marché dans nos banlieues, envoient les enfants à l'école dans nos banlieues et ont là tout leur monde relationnel. J'avance l'idée que sans l'activation de ces sujets derrière cette fumeuse et réactionnaire coordination nationale qui avait appelé à la journée de

⁸Les tenanciers des bancs des marchés de rue. Il s'agit d'une figure assez particulière dans le contexte turinois comme il sera expliqué dans le texte.

mobilisation, Turin aussi aurait traversé la révolution du 9 décembre presque sans s'en apercevoir » (M.M.). La primauté politique de cette composante n'est pas un hasard, elle est fruit de la densité quantitative particulière de cette force de travail et de sa ramification très fine sur le territoire turinois. Un ami marchand ambulant, qui réside toujours en banlieue et ayant derrière une famille de stricte origine ouvrière, explique bien le contexte dans lequel a pu émerger cette subjectivité particulière : « À Turin il y a bien plus de *mercatori* et de marchés par rapport aux autres villes. Il y en a tous les jours... et ceci en raison d'un dessin bien précis. Il a été tracé dans les années 1980, après les licenciements de FIAT, quand les marchés ont été promus et vus comme une sorte d'« amortisseur social »... C'est ainsi que naissent les marchés de quartier journaliers alors que dans d'autres villes (Milan, Rome) ce n'est pas ainsi, les marchés de quartier sont hebdomadaires. Cet état de fait [à Turin] démultiplie le nombre de travailleurs par cinq... Nous avons donc entre 6'000 et 7'000 *mercatori* en ville [...] dernièrement avec la libéralisation des licences il y a eu un nouveau *boom*, engendré par la nouvelle immigration et les nouveaux chômeurs : lorsque on perd son travail à l'usine, la première chose, la plus économique, c'est de s'acheter un fourgon, ensuite la licence est quasiment gratuite et ainsi t'as l'occasion de tenter ta chance... En revanche, d'un côté cet amortisseur social n'a pas été accompagné par des politiques sociales d'appui et de l'autre on a octroyé des avantages systématiques à la grande distribution » (R.). Pour résumer, si les chiffres n'ont pas été en mode mobilisation de masse, les minorités qui se sont mises en mouvement avec le 9D sont significatives dans le sens qu'elles représentent une avant-garde de secteur sociaux qui, dans leur ensemble, restent encore aux marges de la mobilisation si ce n'est, en grande partie, hostiles à celle-ci. Ce ne sont pas les « couches moyennes » dans leur ensemble ou dans leur majorité qui se sont mobilisées mais seulement ceux qui ont déjà perdu cette condition là ou voient sa perte comme inévitable. Il s'agit de sujets qui, à l'exception des marchands ambulants, sortent dans la rue pour la première fois, avec la gêne qui dérive de cela, une rage grandissante. Elle se nourrit de la peur grandissante de perdre la condition économique-sociale conquise et de la terreur que les conditions pour reconquérir ce qu'on a perdu ne seront plus jamais présentes.

b) Les **appauvris-e-s**, une « marge » grandissante de secteurs divers et variés, prolétaires ou un voie de prolétarisation. Expulsés de la production, trop « vieux » pour y revenir aujourd'hui aux temps de la crise et/ou sans « compétences » qualifiées pour continuer une compétition dans ce jeu devenu trop dur, où le nombre de perdants commence à s'approcher de celui des perdants ou même de ceux qui n'arrivent même plus à flotter. Le prolétaire classique, salarié, a souvent traversé des formes mineures de auto-entrepreneuriat. Un passage plus forcé (à cause du décentrement productif ou de la fermeture directe de petites entreprises liées à la sous-traitance) que dû à d'autres raisons. S'il y avait bien un absent c'est bien l'ouvrier des petites-moyennes entreprises en CIG⁹, ordinaire ou en dérogation, ayant probablement

⁹Cassa integrazione guadagni : subvention payé par l'état qui prend la place du salaire en cas « crise » de l'entreprise. L'employé reste formellement embauché par la firme en attente de reprendre éventuellement son travail.

encore l'espoir de « rentrer » à l'usine ou bien engagé dans des combats purement liés à l'entreprise, sous la surveillance attentive des syndicats qui travaillent sur cet espoir encore présent). Des retraités au minimum vieillesse ou presque, des locataires des HLM, des mères seules avec enfants à charge accompagnent ces personnages. Ce sont des personnages, donc, caractéristiques d'un imaginaire populaire (et stéréotypé) plus proche d'un sous-prolétariat retenu jusque-là sur le bord du précipice – quoique toujours plus aux marges – grâce à la régulation politique garantie par des collectivités locales fonctionnant plutôt pas mal dans la région. Aujourd'hui c'est toujours moins le cas. Guido Viale, sur les pages d'*Il Manifesto*, en donne une bonne synthèse :

« Ce qui est au premier plan est leur identité de pauvres ou d'appauvris : la manifestation nouvelle et débordante (...) de personnes qui n'y arrivent plus. Ce n'est pas seulement qu'ils sont exaspérés (...), c'est que il ne savent plus comment joindre les deux bouts : ils n'ont plus de travail ni d'entreprise (vendeurs ambulants, routiers et agriculteurs sont le cœur de la révolte). Ni revenu, ni possibilités d'étudier, ni des retraites suffisantes, ni logement, ni surtout la possibilité d'entrevoir un avenir quelconque autre qu'une prolongation à l'infini de cette condition. Ce sont les produits mûrs de la financiarisation et de la globalisation de l'économie »

c) les **jeunes**. Ce sont en partie ceux qu'on retrouve dans les cortèges étudiants, ils sont davantage issus des écoles professionnelles que des lycées (ces derniers se sont dans le meilleur des cas pointé juste pour « jeter un coup d'œil » sur ce qui était en train de se passer avec un fond de défiance non dissimulée, surtout chez les subjectivités qui se situent à « gauche »). Plusieurs professeur-e-s qui travaillent dans l'école secondaire ont témoigné de cette activation sociale au sein des instituts de périphérie ou, du moins, d'une plus grande attention vis-à-vis de la protestation de la part d'étudiants ordinairement absents des mobilisations. Une camarade fait cette observation sur son profil facebook : « Deux mots sur les étudiants : certains de mes “lumpen” ont été plusieurs fois aux manifestations, rassemblements et bocages de ces trois jours. Aujourd'hui une classe entière n'est pas venue à l'école et faisait un piquet en dehors de l'institut. Rage, déception, peur, bagou étaient des composantes du même mélange... mais ils ont été tous quand même capables d'aborder le fond des questions et expliquer leurs raisons. La moyenne pour tout le monde ! » (S. F.). A côté de ces étudiants, il y avait une présence forte et visible du jeune de « banlieue », à cheval entre l'école, souvent pas terminée, et un diplôme inutile, confiné dans ces modes d'une sociabilité qui tourne autour de consommations toujours plus aliénée et toujours plus difficile, habitant des « bulles métropolitaines » – les quartiers des zones nord et sud de la ville et la ceinture – qui ont comme seul moment d'échange le bar en bas de chez soi, le rue, le groupe de potes qui, aujourd'hui, se présente ensemble aux blocages. Une réalité qui se superpose souvent à celle des ultras. Celle-ci a, en revanche, une certaine organisation pour l'affrontement avec la police et une identité apparemment plus forte, en tout cas plus engageante. Un camarade de l'université qui habite à Mirafiori a reconnu les visages et la physionomies de son quartier d'origine : « Que-ce que j'ai vu dans la rue ces jours-ci à Turin ? J'ai

vu, en première instance, une grande quantité de jeunes et de très jeunes venant en majorité de la périphérie et de la ceinture turinoise, sans travail, souvent sans avoir terminé leur formation secondaire, souvent entretenus par leurs familles ou employés dans des petits boulots intermittents et précaires. Des jeunes qui vivent en ce moment un processus de marginalisation pas encore complètement abouti, qui sont poussés en dehors du circuit du travail classiquement entendu et de celui des subsides et du filet de sécurité sociale. C'était eux, en grande partie, les personnages principaux qui ont animé les affrontements sous le conseil régional en compagnie des ultras. Pendant les jours suivants ils sont rentrés en grande partie dans les quartiers pour organiser des blocages de route, des cortèges dans les rues de la ceinture ou d'autres formes de protestation diverses et variées. J'ai vu les étudiants en bac pro qui ne descendaient plus dans la rue depuis l'année successive à l'Onda¹⁰ et qui, exactement cette année-là, avaient représenté un saut de qualité important en matière de conflit, de disponibilité et de capacités organisationnelles ainsi que de massification de la lutte. Il y a eu bien de cortèges qui ont animé les rues de Turin depuis mardi. Le slogan le plus crié par ces deux compositions qui souvent s'entremêlent mais qui aujourd'hui ne se sont pas complètement recomposées est « on nous vole notre avenir » ou « l'avenir on va le reprendre », selon l'optimisme du moment. Parmi eux, de très nombreux migrants de deuxième génération » (V.M.). « J'ai parlé avec pas mal de personnes et beaucoup d'entre elles étaient là tout en ne sachant que dalle de la charte d'intentions de la « Coordination révolution 9 décembre ». Ils m'ont raconté la vie de merde qu'ils ont : « je travaille sur une aire d'autoroute, j'ai un contrat d'apprenti mais je ne suis jamais encadré, j'ai jamais vu mon moniteur, je rentre en contact avec les pires gens du monde mais je dois être sage sinon on me licencie, je fais les shifts de nuit alors que je suis pas censé et pourtant on ne me paie pas la majoration du salaire parce que ce n'est pas dans le contrat, ce sont des grosses merdes » Antonio, 23 ans, jeune de Mirafiori, son pote dont je me souviens plus le nom, on l'avait licencié d'un atelier de mécano car il s'était plaint de pas recevoir de salaire depuis trois mois » (V.K.). Comment des sujets sociaux si fragmentés se retrouvent-ils ensemble ? La mèche est représentée par les gens de Porta Palazzo, le marché en plein air le plus grand d'Europe, c'est le noyau dur et organisé de la mobilisation (avec sur le dos de nombreux autres moments de protestation, parfois relativement durs en 2011-2012, contre la directive Bolkenstein¹¹). Ici il y a une présence d'éléments droitiers et/ou déjà maqués avec les différents lobbys du commerce en détail (qui vivent en revanche une crise d'adhérents sur ce territoire), mais aussi une composante consistante « apolitique ». Par contre, dès les blocages du lundi, on a assisté à un dépassement significatif mais toujours partiel, comme nous avons essayé de le montrer.

¹⁰Littéralement «la Vague». Mobilisation étudiante massive qui a pris place en 2008 et en 2011.

¹¹La directive du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur, dite « directive Services » ou « directive Bolkestein », est une directive de l'Union européenne qui prévoit une certaine libéralisation des services dans l'espace de l'UE. Elle est au centre des protestations des *mercatori* depuis plusieurs années.

2 – Quel caractère politique intrinsèque ?

Essayons de distinguer plusieurs dimensions de la mobilisation pour en apprécier le caractère politique intrinsèque au-delà des mots d'ordre vagues, d'une évolution encore indéterminée et de la présence de contenus droitiers mais qui n'étaient pas en condition de déterminer les réponses de cette mobilisation qui sont restées par la suite largement « spontanées ». Ici, nous allons chercher à voir comment les « boules au ventre » ont été une préfiguration (certes de façon confuse) de contenus politiques plus précis.

2.1 Comportements

Parmi les différents composantes ressortent des comportements différents, parfois contradictoires, parfois fruit de pulsions relativement contrastées et de dynamiques diverses. Un camarade fait cette remarque : « Il n'y a pas de capacité d'orientation collective si ce n'est pas dans des termes sommaires dictées par les organisateurs [...] dans les comportements surgissent des contradictions : ceux qui caillaient les flics les applaudissent deux minutes plus tard lorsqu'ils enlèvent leur casque. On retrouve certaines caractéristiques des foules sans un caractère circonscrit, influencées par les sentiments et les informations qui arrivent souvent de l'extérieur de manière plus claire » (V. M.).

On a eu l'impression que les *mercatori* ont été particulièrement durs dans l'organisation de la grève des magasins, mais moins dans les blocages (où, selon le nombre, ce sont les modalités des jeunes et la tendance à véritablement bloquer la circulation qui se sont imposées). Les *mercatori* ont souvent essayé, sans y parvenir, de bloquer les moments de conflit les plus importants, notamment devant l'hôtel de ville de la région Piémont et en général avec les policiers, considérés par cette composante plus comme des interlocuteurs que comme les protecteurs du champ adverse. En dépit de cela, la volonté d'une négociation dure a émergé parmi eux. Celle-ci devait forcément dépasser les associations de branche et les canaux clientélistes habituels (au moins dans une première phase) et pour être efficace, parvenir à un blocage total du commerce. Les modalités d'organisation et la tentative exprimée à partir du deuxième jour de mobilisation de se tourner contre la grande distribution (de manière organisée et quasi-militaire ou plus spontanément avec des attroupements de quelques dizaines de personnes qui « résistent » pendant quelques heures et sont ensuite facilement éloignés par la police) font entrevoir un programme de défense de la petite entreprise traditionnelle contre les griffes du grand commerce, inséré dans un cadre générique de revendication anti-Union européenne. Une expérience déjà bien ancrée dans les mobilisations précédentes contre la Loi Bolkenstein. Ces mobilisations représentaient néanmoins l'activation d'une composante privilégiée par rapport au monde bien plus large et composite des marchés où, d'après le récit de notre ami, la situation n'a fait qu'empirer : « Il y a des couches innombrables, comme une mitose qui se transformerait en continu, un monde extrêmement pulvérisé [...] il existe en revanche deux grandes catégories : les propriétaires et les locataires [...] en ville, l'écrasante majorité de *mercatori* est

locataire, il y a peu de licences et elles sont souvent dans les mains d'un petit nombre de gens qui en font une rente. [...] Les premières mobilisations au sujet de la Loi Bolkenstein n'ont pas recueilli beaucoup de participation, surtout chez les propriétaires [...]. Le 9 décembre et les jours suivants, ces derniers n'ont guère participé ou plus exactement, ils ont participé malgré eux... S'ils en avaient fait à leur tête, ils auraient placé leurs étals. Ils ont été obligé de participer par les rondes des « locataires ». Qualifiées ensuite de « fascistes » par certains, ces rondes étaient faites sur un mode banlieusard par ceux qui en avaient marre des « grands des marchés », des « locataires » énervés qui leur ont dit « aujourd'hui vous faites grèves aussi » (R.). La composante la plus dispersée, jeune et moins jeune, celle qui est victime d'un processus de marginalisation extrêmement net à l'intérieur de la crise, a exprimé la nécessité de sortir de l'invisibilité. Ils se sont retrouvés à partager des problèmes de survie à l'intérieur des blocages et des moments plus collectifs de rencontre, en revendiquant souvent une dignité même s'ils possédaient une activité modeste, souvent en se référant à des formes d'idéologie travailliste résiduelle. Ici aussi, en revanche, les instances se sont exprimées dans des termes très diversifiés selon les conditions de vie particulières et ont témoigné de différentes modalités de lutte, d'organisation et de réaction aux humeurs spécifiques et aux agissements du champ adverse. Les locataires des HLM de Nichelino ont par exemple montré un haut taux de disponibilité à l'affrontement, en lançant des pétards contre la mairie et les forces de l'ordre, faisant irruption dans le siège de la commune, mélangeant la protestation contre l'absence de perspectives de travail avec la question du logement et du manque de services. Ici la protestation – trans-générationnelle mais avec une présence marquée de jeunes et d'ânés – s'est appropriée les formes « dures » de fermeture imposées aux magasins (surtout dans la grande distribution), déclinées par contre dans une forme sociale. La contrainte s'accompagnait de discussions, de l'exposé des motifs de la mobilisation, dans une recherche de la compréhension et de l'approbation de l'usager bloqué ou du simple salarié (cf. les vidéo-reportages de Servizio Pubblico : Chiudete quel negozio !).

Les jeunes et les ultras se sont mobilisés, attirés par les rumeurs qui couraient dans le quartier et par la perception que quelque chose d'important était sur le point d'arriver mais en exprimant des besoins et des comportements différenciés par rapport au reste du regroupement. Notre sentiment est que le niveau d'activation le plus prépondérant a été celui d'essayer de sortir de la « bulle » d'une vie de promesses manquées (possibilité de mobilité sociale, accès à la richesse et à l'indépendance des parents) et de rythmes consuméristes insatisfaisants, ou parfois devenus simplement inaccessibles. Bref, on se reconnaît toujours plus dans une « génération no future ». Deux jeunes femmes que nous avons interviewées à Radio Blackout racontent ce qui les a poussé à la participation à partir de leur condition individuelle et de la perception de faire partie d'une condition insoutenable plus large : « J'ai entendu parler de cette mobilisation par Facebook. Avant je n'avais jamais participé aux cortèges étudiants où l'on sait qu'on va juste pour faire du bordel... Cette fois-ci, au contraire, j'y croyais. Cette occasion de descendre tous dans la rue et de se faire entendre, j'ai voulu la saisir toute de suite ». Son amie de Nichelino ajoute : « Moi

aussi j'avais participé aux manifs contre les coupes dans l'éducation, je l'avais fait aussi pour ce garçon Vito, qui a eu le toit de son école écrasé sur sa tête¹². Moi aussi j'ai lu [l'appel des Forconi] sur Facebook et je me suis dit "Assez ! On prend parti" car on est arrivé à une situation vraiment désastreuse. Moi, je suis chômeuse depuis juin mais je ne suis pas la seule dans cette situation, on est plein : il y en a qui travaillent mais qui n'ont plus de droits, il y a les adultes qui ont perdu leur boulot et dorment dans leur voiture avec les enfants car on leur a tout saisi » (F. & L.). Ce segment des Forconi dont font partie ces jeunes femmes a exprimé la recherche d'une contre-sociabilité (déjà structurée dans le monde des ultras) qui, dans les faits, est l'expression d'une tentative de mettre en discussion les formes de vie données sans savoir comment ni vers où diriger ces pulsions. Cette composante, avec celle de étudiants, a exprimé les niveaux les plus élevés du conflit, en tenant la rue face aux lacrymos et aux charges de la police le premier jour, en organisant et en prenant partie aux nombreux blocages spontanés en périphérie dans les jours suivants. La contestation s'exprime non seulement envers les institutions et la bureaucratie de l'État mais aussi envers les organisateurs officiels de la mobilisation qui essayent d'atténuer les tensions dans la rue ou durant les blocages du trafic. « Une bonne partie des gens qui traversent la mobilisation voit comme une nécessité le fait de bloquer les flux de marchandises et de personnes afin d'entraver la machine de l'État, vu comme un ennemi, et de la grande finance [...]. Les autres cibles ? La Région de Cota et la mairie de Turin, Equitalia, l'Agence des taxes, etc. À cela s'ajoutent également des moments plus festifs, des situations extrêmement confuses d'initiatives personnelles (mais presque toujours à l'intérieur d'un ressenti commun) et une difficulté visible à rester dans les clous de la protestation classique, avec une banderole devant, un fourgon et des micros. Il y avait plutôt un départ continu de cortèges et de sit-in spontanés surgit de l'initiative de groupes d'amis, de camarades de classe ou d'autres petits groupes qui se traînaient derrière des morceaux entiers de manifestation » (V.M.). « Les contenus politiques et les formes de contention des différentes composantes descendues dans la rue qui ont été tentées selon plusieurs formes par le comité organisateur, rentrent ici en collision avec une indifférence proportionnelle au degré d'entropie interne qui, au fil des jours, produit ses propres embryon d'organisation et de direction. Ceux qui aujourd'hui scandent des slogans, proposent des buts et des objectifs, demain voudront marcher devant la banderole de tête, vont se chamailler pour le seul mégaphone disponible, vont discuter de manière acharnée quant au parcours à chaque carrefour. Jour après jour, une forme litigieuse et surchauffée de coordination prend forme parmi ceux qui expriment de manière autonome la capacité de tracer un chemin, une confiance s'installe progressivement et dessine des géographies mobiles d'entente et de contrastes. Mais elle ne se cristallise pas : sous le regard de tous, chaque comportement reste exposé, révocable, partiel. Il ne faut pas beaucoup de temps à isoler le candidat chef qui se fait prendre bras dessous bras dessus par la Digos [...]. La Digos injecte dans les rangs le virus du repli. Les

¹²Vito Scafidi, élève du lycée Darwin de Rivoli, tué à 17 ans par l'écroulement du toit de sa salle de classe le 22 novembre 2008.

enchères montent. La rage immunise. Se reconnaître une force de frappe est une exigence désespérante. Demain il faut leur faire mal pour de vrai. On court vers piazza Castello, on court vers la maison. Si à midi je suis pas chez moi, mes vieux vont découvrir que je ne suis pas allé à l'école. "C'est fini là ? Déjà ? Je veux aller défoncer le Footlocker !" » (G.). Bien que une certaine dose de nihilisme était présent, la dimension qui a émergé dans l'organisation des blocages, dans le partage de savoirs, de sentiments et de frustrations a exprimé les premiers indices d'une dimension collective agissante et d'une intelligence tout autant collective parce que elle a été capable de poser le problème de l'efficacité, non par dans des termes individuels, mais dans des formes de relation plus large. Les étudiants en bac pro aussi ont également exprimé certains de ces traits mais ils ont davantage subi, dans une première phase, les inhibitions des organisateurs. Peu après, en revanche, ils ont commencé à exprimer une certaine nécessité d'autonomie dans l'agissement et l'identification. Les formes du cortège étudiant classique leur sont apparues limitées et ont été dépassées par des manifs sauvages qui n'étaient pas encadrées de manière spécifique, nées de la spontanéité du protagonisme de certaines étudiants avec l'objectif de bloquer la circulation. Ces manifs ont identifié de manière plus nette que d'autres composantes l'ennemi, parmi lesquels les instituts de la dette. Pour beaucoup d'entre eux, l'agir-contre s'est également manifesté dans le fait de se déverser dans le centre-ville, souvent inconnu si ce n'est pas pour les boulevards du shopping, à la différence d'autres composantes qui ont préféré rentrer dans les territoires de départ et diffuser le mode du blocage.

2.2 Les passions

Le vrai liant de la mobilisation a été la haine pour la « caste »¹³. Une sorte de « grillisme¹⁴ plébéien », avec toutes les nuances (pas très nombreuses en vérité) qui existent désormais dans l'ordre du discours italien. En l'occurrence cette rage s'est articulé contre la région Piémont en raison des scandales récents de l'exécutif Cota¹⁵ et contre la mairie à cause de la mauvaise gestion du maire Fassino de la chose publique. Bien entendu, ça n'a pas ressemblé à cette indignation générale et éthique propre aux mouvements Occupy, mais à une rage et à un mépris viscéral. Le nœud de la chose publique, c'est-à-dire de savoir qui décide et gère l'argent apparaît dans ces termes réactifs, sans idées spécifiques sur les alternatives possibles. Étaient-ce les seules cibles ? Il semble que non : surtout parmi les jeunes, dans les cortèges spontanés, on a pu observer une rage remarquable contre les banques. Dans les blocages des routes, ensuite, on a vu également un certain acharnement vis-à-vis de ceux qui ont été considérés comme

¹³ Terme réintroduit dans le débat public italien par l'essai *La casta. Così i politici italiani sono diventati intoccabili* de Sergio Rizzo et Gian Antonio Stella (2007), une enquête sur la corruption de la classe politique italienne au succès fulgurant. Il a été utilisé à des nombreuses reprises par le Mouvement 5 étoiles, notamment dans leur moment fondateur du V-Day (Vaffanculo day) et par la galaxie des mouvements anti-Berlusconi. Il est ensuite rentré dans le langage commun pour indiquer le caractère intouchable et séparé de la classe politique italienne.

¹⁴ Référence au comique Beppe Grillo, fondateur du Mouvement 5 Etoiles.

¹⁵ Roberto Cota, président de la Région Piémont (Ligue du Nord) entre 2010 et 2014. Son exécutif a été au centre d'un large scandale de détournement de fonds publics qui a éclaté en 2013.

« riches » (les SUV, les voiture de luxe, ont été par exemple immobilisées plus que les autres lors des blocages). Par contraste, un sentiment d'appartenance au « peuple italien » a émergé comme envers positif de la haine de la caste . De là, le fait de se reconnaître dans l'hymne et, surtout, dans le drapeau national. Les modalités de cette reconnaissance mutuelle ont pris des formes différentes selon les différentes composantes ou les subjectivités singulières présentes dans la rue. Pour certains, cela a été l'expression d'un sens de l'État à brandir contre la politique corrompue, pour d'autres simplement un moment d'identification collective. On recherche sans doute une identité, et peut être même plus, une communauté « impossible » dans le désert de l'existant. Là aussi, rien de nouveau, cela avait déjà été observé dans les réactions contre Berlusconi, et ailleurs aussi. Sous la surface, dans ce « **nationalisme** » spontané (qui n'est pas protectionniste ou explicitement raciste) venu d'en-bas, il est peut-être possible d'entrevoir un sentiment de dignité en tant que « travailleurs ». Ce n'est pas tant celui des producteurs au sens classique du terme, mais plutôt de ceux qui s'opposent à ce sentiment aïgu de dépossession ainsi qu'à la caste politique parasitaire. Ce aspect est important lorsqu'on le met en perspective car il rend évident le nœud (très glissant politiquement) du rapport entre *peuple* (nation) et *production*. Celui-ci occupe un rôle central dans les processus d'expropriation et de privatisation en cours et va bien au-delà des sujets sociaux mobilisés dans les Forconi, cimentés par la rage et le ressentiment. Il y aussi un clair appel à l'aide. À qui ? À l'État, nettoyé de sa classe politique actuelle. Et aussi une bonne dose de désespoir, l'impression de se sentir couler, justement. (Cela pose aussi un problème de taille : n'a-t-on pas trop pris trop l'habitude d'opposer de manière simpliste les passions froides et chaudes, le ressentiment et la rage d'un côté, l'indignation éthique et la joie de l'autre ? Cela n'empêche qu'il est important, au niveau des humeurs aussi, de voir si ce sont des éléments de coopération inclusifs ou, au contraire, excluants qui émergent). Sur les rapports avec les forces de l'ordre, rien de très nouveau non plus dès lors que c'est la masse profonde qui se met en mouvement. Au début, il y a toujours cette attente que les forces de l'ordre se comportent correctement, qu'ils reconnaissent même les raisons de ceux qui manifestent et se rangent du côté du « peuple », vu comme la base réelle de l'État. Parmi les No-Tav¹⁶ aussi, au début, et pas seulement, ces positions étaient présentes. Chez les jeunes en revanche, le discours a tout de suite été différent. Certains ont assumé avec peine la dimension de dialogue/discussion avec les forces de l'ordre mais, plus la mobilisation avançait, charriant avec elle les interdictions émises contre certaines pratiques par la préfecture de police, plus une haine claire contre la police s'est dévoilée, entraînant à certains moments des expressions schizophrènes dans les mêmes individus. Bien évidemment, ceci ne remet pas en doute la collusion de certains personnages avec les forces de l'ordre, tout comme les attitudes différenciées de ces dernières, probablement dues aux directives du Ministère de l'intérieur. Il n'en reste pas moins que le préfet de Turin a dû admettre qu'il ne s'attendait pas à de tels excès, et qu'en réponse il

¹⁶Vaste mouvement de protestation contre la ligne grande vitesse Lyon-Turin prenant place au Val de Susse.

avait même proposé sa démission. (cf l'article de la *Stampa* : « Forconi, le préfet de Turin déclare : "Je voulais démissionner, mais le ministre me l'a défendu" »)

3. Qu'est-ce qui se cache derrière tout ça ?

Tentons maintenant une première réflexion d'ensemble. Qu'est-ce que ces figures ont objectivement en commun, elles qui sont en grande partie dispersées, fragmentées, fortement « invisibilisées » ou alors héritières d'un certain esprit corporatif (voire pire) ? Ce sont des composantes hétérogènes et bien évidemment partielles d'une composition *métropolitaine* réelle, mais qui n'est pas vraiment celle dont on parle habituellement dans les débats du « milieu ». Cette composition est frappée dans son ensemble, quoique de manière différenciée, par la crise profonde qui affecte le tissu productif du fordisme tardif (appelons-le comme ça). Celui-ci s'est progressivement réarticulé sur de longues chaînes d'approvisionnement qui arrivaient tout de même à maintenir des revenus, majoritairement destinés à des personnes précaires peu qualifiées, mais également à des travailleurs du tertiaire avancé, convaincus que ces secteurs étaient promis à un brillant avenir. De tout cela il ne reste plus grand-chose. L'idée d'une possible transformation de Turin en un pôle métropolitain productif post-fordiste prenant l'allure d'une smart city est en train de s'évanouir. De ce projet ne reste plus que les processus d'expropriation des biens communs locaux, les coupes budgétaires sur les services collectifs et les privatisations. Tout cela a été mis en œuvre par un système de gouvernance jusqu'ici jouissant d'un « succès » (des Jeux olympiques d'hiver de 2006 à maintenant), mais qui aujourd'hui se présente de plus en plus sous le visage de l'inspecteur des impôts qui cherche à combler les dettes abyssales contractées par la mairie et les différentes entreprises en partenariat public-privé.

Toutefois répétons-le et repartons de là, il serait erroné d'en faire une pure question turinoise. Il s'agit de quelque chose de plus profond et général : la retombée catastrophique des processus de financiarisation et de mise au travail ayant caractérisés la phase ascendante de la globalisation.

3.1 Financiarisation (à la sauce italienne)

L'Italie a été, jusqu'au seuil de la crise globale, caractérisée par une emprise forte des mécanismes financiers privés (la consommation en *leasing*, l'immobilier, mais aussi toutes sortes d'investissements facilement déductibles d'impôts grâce à un fisc consciemment accommodant) ou d'investissements sur le public (combien ont pensé qu'avec les obligations d'État, le rendement serait assuré et surtout les risques reportés sur le reste de la société ?). Ce lien de dépendance au secteur financier a particulièrement touché les petits producteurs, commerçants et indépendants (mais également ceux qui, jusque-là, avaient été « protégés » par le système du travail salarié public et privé). Néanmoins cette confiance est désormais remise en cause à la fois par la dévaluation de la fortune (patrimoine immobilier et épargne) et par la hantise d'un tour de vis fiscal pour assainir la dette étatique. Ce processus est en train de mener, à cause du manque de liquidité et de la fermeture du crédit bancaire, à la faillite d'une pléthore de petites et

moyennes entreprises. Le coup de grâce de ces dernières est représenté par les défauts de paiement ou simplement l'échelonnement des versements pour les services, les fournitures et les consultations fournis à l'administration publique.

Certains de ces travailleurs indépendants ont pu accumuler des réserves, mais attention, ils ne l'ont pas seulement fait pour mener un grand train de vie, mais également pour se constituer une sorte d'assurance vis-à-vis des accidents de parcours, maladies, etc., compensant par la même les lacunes de l'État social italien, conçu sur le modèle de la famille nucléaire et du travailleur fordiste. Aujourd'hui, ces réserves commencent à fondre comme neige au soleil. Une bonne partie de ces indépendants n'ont d'ailleurs même pas eu l'opportunité de toucher ces profits, le compte n'y est plus et c'en est finie de la tradition de la petite épargne comme amortisseur social. Sans oublier l'opinion largement admise (bien au-delà des cercles adeptes de théories du complot) qu'en cas de chute des banques, ce seront les « épargnants » qui seront appelés à payer les pots cassés.

La prolétarianisation tant redoutée semble inévitable. Six ans après le début de la crise, l'appauvrissement ne peut plus être considéré comme état momentané, mais comme le prélude à un **déclassement** définitif. Ce processus a officiellement commencé avec la crise de 2007. En réalité, il avait commencé bien avant, mais la perte de richesse réelle avait été occultée par l'augmentation de la richesse fictive sous forme d'endettement facile. Ce mécanisme a été déstructuré par la crise et par les politiques implémentées pour en « sortir ». Que tout cela soit à la base d'un anti-européisme grandissant va de soi, mais non sans des attitudes contradictoires de la part de ces mêmes sujets par exemple vis-à-vis de l'euro : si il est vrai que celui-ci est vu (de manière simpliste, on y revient par la suite) toujours plus comme étant la source de tous les maux, il est également vrai que personne ne veut assister à une dévaluation soudaine de ses réserves financières résiduelles et surtout à l'écroulement du système tout entier. Ce n'est pas une coïncidence que ce ne sont pas les classes moyennes dans leur ensemble qui se sont mobilisées, mais seulement ceux qui ont déjà perdu cette condition-là ou qui voient cette perte comme étant inévitable. Les autres ne vivent plus dans les anciennes certitudes du futur, mais, ayant préservés leurs conditions, ils préfèrent s'accrocher à l'espoir d'un éclaircissement d'horizon et de réussir à sortir de la crise sans dommage ultérieur bien qu'avec un statut et un pouvoir d'achat diminué. Une espérance partagée par le gros des travailleurs salariés ayant conservé leur poste en échange d'une baisse des salaires et du renoncement à toute protestation conflictuelle, dans la crainte de retarder cette sortie de la crise tant souhaitée.

3.2 « Travaillisation »

Sur ce second front, celui du travail, ou mieux, de ce que la société est devenue comme trame de relations productives et reproductives, nous assistons aux premiers signes d'une confluence impure, dans des mobilisations impures, de sujets hétérogènes, d'accord, mais tous investis par des dynamiques semblables, **transversales** à plusieurs secteurs, productifs et sociaux. D'un côté, on croise abondamment ce travail « indépendant » qui s'est répandu à des rythmes vertigineux dans les dernières décennies, imposé par les restructurations capitalistiques ou recherché par les nouvelles générations, et qui n'a d'indépendant que le nom. En réalité il est soumis - aujourd'hui c'est évident - à des contraintes de marché si possible encore plus étroites, qui le poussent vers la précarité, l'auto-exploitation, l'informalité comme obligation bien plus que comme opportunité, prise en charge individuelle du risque jusqu'à en arriver à la prestation fournie gratuitement dans l'attente d'on ne sait quoi. De l'autre, beaucoup d'activités précédemment « extérieures » à la relation directe travail-monnaie-capital sont aujourd'hui entièrement à l'intérieur de celle-ci, que l'on parle de consommation ou de sociabilité ou des différentes dimensions de la reproduction sociale. Pour résumer, on pourrait dire que la « crise » présumée du travail salarié s'est renversée dans la « travaillisation » et industrialisation tendancielle de toute **activité** humaine, au-delà de ses formes présentes. La financiarisation représente justement l'autre face de ces processus qui subsument la vie toute entière dans capital. En d'autres termes, l'action du grand capital financier et des multinationales (qui déplace tous ses pions, y compris les banques centrales FED et BCE) est capable de conditionner et mettre à valeur pour soi les services les plus périphériques exécutés par un individu quelconque apparemment autonome sur le plan économique.

Alors pendant que le salaire « classique », direct et indirect, se révèle insuffisant pour survivre dignement, et se retrouve exposé à de terribles pressions qui le poussent vers le bas, les formes non-salariées de revenu, y compris le travail autonome de première génération et en général toutes les activités, sont aspirés par le tourbillon des mécanismes du marché, bien loin des perspectives d'enrichissement facile ou d'échappatoire à la dépendance d'un patron ou même à la recherche d'une juste compensation économique. Ainsi, à l'instar du salarié qui monte sur les toits et poursuit désespérément son patron dans la quête d'un manager « capable » de sauver l'entreprise, le « petit patron », lui, le négociant, l'indépendant est en train de couler, demandant plus de crédit et moins de taxe pour sauver l'entreprise et l'intérêt de « tous ». On s'est cru « indépendant » – et pendant un certain moment avec un retour économique et de statut pas complétement illusoire – on se retrouve aujourd'hui enchaîné dans tout type de dépendances et, plus important, sans aucune perspective de pouvoir en sortir à l'avenir avec ses seules capacités. Le **contrecoup** sur les identités ainsi construites (et pas que sur le portefeuille) est forcément terrible. En

outre, la sensation de faire partir des « superflus » pour cette société et ses dispositifs économiques se fraie également un chemin, voire pour certains le risque de **superfluité** est déjà vécu à la première personne. Ceci explique pourquoi, dans le cadre actuel, ceux qui sont exploités sont contents de l'être et espèrent l'être pour toujours de manière à pouvoir survivre et ceux qui ne sont pas exploités désirent l'être. Le travail, on nous dit, est un droit pour ceux qui le méritent ! Et le travail on le mérite - en arrivant jusqu'au paradoxe du travail gratuit - seulement si on est capable de produire des profits pour ceux qui, ayant du capital, le mettent en mouvement pour le valoriser. Or, là aussi il e s'agit pas d'un aspect contingent de la crise globale. La stratégie de sortie du grand capital en occident exige qu'on relance l'activité productive. Celle-ci est le remède indispensable pour ancrer à des valeurs réelles sa propre valorisation, réduire, pour autant qu'on puisse, la dépendance à la drogue financière, et/ou sauver en partie la bulle du capital fictif. Ce qui peut se réaliser également avec le soi-disant **reshoring**, c'est à dire le retour « chez nous » d'activités productives jadis délocalisées. Cette relance, en revanche, ne peut se réaliser qu'à la condition que l'on garantisse des marges de profit décidément supérieures à ceux que l'on peut réaliser de manière ordinaire aujourd'hui, avec une classe travailleuse résolument plus sobre que celle l'actuelle. L'appauvrissement des couches moyennes et du prolétariat a donc une conséquence précise, semblable, dans un sens, à celle décrite par Marx à propos de la « soi-disant accumulation originaire » étant donné qu'elle sert à produire une masse de prolétaires dans la misère, disposés à se faire emprisonnés, pour survivre, dans des ateliers produisant des profits bien plus élevés que ceux d'aujourd'hui. À cette époque-là, le début du processus fut le dénouement des « annexes féodales » qui « remplissaient inutilement la maison et le château ». De nos jours, le processus a commencé d'abord avec le prolétariat, mais a atteint désormais les « annexes modernes » et se poursuit ultérieurement avec les deux. Ceci dit, nous ne sommes pas devant à une masse redevenue homogène et capable de se reconnaître dans un discours commun (d'autant moins antagoniste au capital). Au contraire, pour certains aspects, à travers une identification paradoxale avec l'agresseur, plus le marché frappe fort plus on s'accroche à l'individu-entreprise, donc on se fractionne d'avantage (mais, à nouveau, ceci se passe également sous d'autres formes pour le travail salarié). Ni pour autant cela signifie que l'on voit disparaître les différences objectives dans les mécanismes d'exploitation et spoliation. Pourtant, si on ne prend pas acte que ce qui à une époque était appelé le rapport capital-classe prolétaire a matériellement changé, on ne peut aller de l'avant. C'est sur ce fond objectif et omniprésent – qui redessine et élargit les contours de la nature de l'exploitation et de la spoliation d'un sujet **hyper-prolétaire** diffus – que nous avons vu, dans le phénomène spécifique du 9D, se déployer une trame d'attitudes, de sentiments, de passions, d'idées très confuses et variées, recherchant à tâtons des directions vers lesquelles converger. Ayant encore très largement le caractère de réaction (faite exception par ses composantes les plus organisées), mais pas pour autant « réactionnaire » ou, si on veut être prudent, pas encore telle (faisant abstraction du fait qu'il faudrait aujourd'hui redéfinir ce terme). Le problème est exactement quelle direction pourrait-

elle prendre ? Pour démêler ce nœud, il s'agit de passer en revue les contenus, en grande partie implicites, de cette protestation.

4. Contenus de la protestation et nœud politiques

Au préalable, quelques observations « de méthode » ne seront pas superflues. Premièrement, il est important, même si problématique et provisoire, de distinguer entre les contenus présents, implicitement, dans la masse et les « programmes » des regroupements qui ont préparé ou fait éclater la protestation. Du ventre de la mobilisation du 9D, transparaissent des contenus mais pas encore un programme, plutôt des revendications vagues et confuses. On veut faire tomber le gouvernement, mais on ne sait pas qui pourrait prendre sa place ni sur quel programme. On est insatisfait de sa situation, mais on ne sait pas quelle revendication spécifique on pourrait mettre sur la table pour ouvrir, éventuellement, une négociation avec quelqu'un. Pour autant, cela ne revient pas à dire que entre l'horizon droitier des organisateurs de la première heure et ceux qui sont descendus dans la rue il n'y a aucun rapport. Bien au contraire ! Mais celui-ci est en grande partie spontané, déterminé par l'histoire, par l'arrière-fond, par la situation matérielle de secteurs et d'individus en voie d'appauvrissement. Ceci nous impose d'appréhender encore plus **sérieusement** les contenus ayant émergé. À la fois car il sont très diffus dans le monde réel – au-delà de toute distinction artificielle entre travail dépendant ou pas, et entre des blocs sociaux opposés – mais également car c'est en fonction des différentes déclinaisons que ceux-ci vont assumer que va se formuler la réponse sociale de masse à la crise et la forme que celle-ci va prendre.

Deuxièmement, il est tout aussi important pour la suite de tenter de définir l'**écart** d'une part entre les formes de protestation, la capacité d'attraction que celles-ci ont eu et la conscience immédiate de ses fins dans les têtes des participants, et de l'autre, entre la protestation et les problèmes objectifs présents. Bien qu'il puisse se révéler minime et instable, ce double écart indique au minimum que les jeux ne sont pas encore fait et, surtout, que nous sommes aux débuts de secousses telluriques dans le social, avec des caractéristiques bien plus chaotiques et confuses que dans le passé.

Troisièmement, il faut s'efforcer d'inscrire ces observations dans un contexte le plus large possible, dynamique et continuellement en évolution, celui de l'approfondissement des effets sociaux et politiques de la crise globale et de ses ruptures probables.

Ces observations faites, nous nous allons maintenant revenir sur trois éléments qui ont donné la tonalité de fonds de la protestation du point de vu des contenus : taxes, revendication d'appartenance à la communauté nationale et anti-européisme.

4.1 La question des taxes

Le discours anti-impôts et la haine contre Equitalia sont les aspects que les médias ont le plus soulignés. Il ont été certes présents notamment parmi les petits commerçants et les travailleurs indépendants, mais ce discours n'a pas constitué le liant de la mobilisation, qui est plutôt à rechercher dans le cri « le peuple tout entier » contre l'égoïsme de la caste des politiques.. Par ailleurs, la crise tend superposer deux poussées de fonds émergeant sur le thème des impôts. D'un côté, la poussée corporatiste ayant comme

pivot les travailleurs indépendants de première génération habitués à un « pacte fiscal » favorable avec l'État, qui survit avec ses hauts et ses bas, depuis les dernières décennies de la démocratie chrétienne mais vole aujourd'hui en éclat. De l'autre, l'instance de survie pure et simple non seulement des microentreprises mais aussi d'individus prolétaires qui risquent d'être complètement submergés. Le point de jonction de ces deux impulsions est l'empilement des charges fiscales les plus diverses et variées, étatiques et locales, sur le dos des secteurs prolétaires les plus défavorisés, des retraités aux précaires, qui peinent à arriver à la fin du mois, pendant que les services publics deviennent toujours plus coûteux ou sont privatisés. Certes, la tentation pour des propositions lobbyistes anti-taxes revisitées, qui vont tenter aussi de jouer sur les rivalités entre ces deux tronçons, n'a pas pour autant disparu. Pourtant, les marges pour une négociation favorable sont désormais très serrées étant donné le caractère irréversible de la crise budgétaire et les politiques de rigueur que subissent les classes moyennes et inférieures. Sans compter la disparité de traitement toujours plus éclatante entre le grand capital – ie. les sauvetages et les subventions octroyées continuellement aux banques – et les petits entrepreneurs, qui subissaient déjà le *credit crunch* décidé par la grande finance. La grande bourgeoisie n'est pas nécessairement hostile à la rage du petit épargnant, au contraire. Dans un passé elle l'a caressé si ce n'est soutenue comme dans le cas de la Ligue du nord, afin de faire jouer le travail indépendant contre le travail salarié. Mais il est aujourd'hui plus difficile, dans l'immédiat, d'utiliser et orienter ces impulsions contre des prolétaires déjà saignés, en faisant des coupes dans les services publics qui auront des retombées négatives également pour les classes moyennes. De plus, il manque pour l'instant la condition fondamentale pour faire de la « petite bourgeoisie » (catégorie aujourd'hui plus défaillante que jamais) appauvrie une force anti-prolétaire : la présence ou au moins des signaux annonçant la constitution du « parti unique » de la bourgeoisie capable de centraliser ces différentes dynamiques en les canalisant vers la relance du capital national. Sur cet aspect d'ailleurs décisive pour la suite, ce qui prévaut en Italie c'est plutôt la désagrégation du cadre politique institutionnel (nous reviendrons plus bas sur cet aspect, c'est-à-dire si la mobilisation du 9D peut être comprise comme un premier pas dans cette direction).

Le parti des taxes. Face à ces dynamiques et leurs possibles débouchés, la « gauche » politique et syndicale se contente de dénoncer une « révolte anti-taxe susceptible d'infiltrations fascistes criminelles » et répéter le *leitmotiv* de la « lutte contre l'évasion fiscale », comme une solution à tous les problèmes. Leur approche est celle d'une lutte contre l'évasion fiscale sans distinction de... classe : parce que dans tous les formes que prend l'évasion rentrent à la fois ceux qui s'enrichissent grâce à elle et ceux qui, **malgré** elle, s'appauvrissent. Ces derniers sont les victimes d'un système qui a permis d'abord, via le clientélisme, une large impunité, et qui, ensuite, a commencé à taxer sans discrétion, punissant ceux qui ont le malheur de tomber sous ses griffes et faisant jouer à Equitalia le rôle de bourreau. En faisant l'omission de cette distinction fondamentale, on détruit à la racine toute possibilité d'« alliance » ou même simplement d'attention politique vis-à-vis de la masse grandissante constituée de travailleurs salariés dans les faits, de

travailleurs autonomes de deuxième génération ou même de première génération (bien évidemment on ne se réfère pas ici aux riches professionnels, affairistes, consultants avec de bonnes entrées dans monde politique, spéculateurs immobiliers etc.) qui se meut entre des prêts bancaires et des amortisseurs sociaux faibles ou nuls, entre une rancune individuelle mais aussi une sèche désillusion envers le berlusconisme et le liguisme¹⁷. Un secteur qu'il faut prendre en compte, en raison de sa taille et de son aspect diffus, et qu'il faut soustraire à la droite alors que la politique syndicale et de centre gauche offrent à une droite post-berlusconienne et aigrie. Ce ne sont pas les « évadés » au sens générique du terme mais les « riches » qui doivent payer, les grandes entreprises, les banques c'est-à-dire exactement ces éléments vers qui l'État détourne les richesses grâce à la complaisance des gouvernements de centre-gauche et des syndicats, chacun toujours plus complices, jetant de l'eau sur chaque petite flamme de résistance sérieuse qui s'allume dans leur base sociale historique. De plus, les syndicats parlent bien de réductions des impôts mais uniquement lorsqu'il s'agit au final de réduire les contributions des entreprises. Cerise sur le gâteau, face aux blocage des « forconi », Camusso¹⁸ annonce qu'il faut revoir l'instrument de la grève générale. *Taxe, welfare, dette*. Une autre question est fondamentale. La jacquerie anti-taxe, dit-on, ne remettrait pas en doute la tenue de l'état providence ? L'objection lorsqu'elle est émise par le « parti des taxes », du quotidien Repubblica¹⁹ à Monti²⁰, de Napolitano²¹-Letta²² au trio syndical²³ frôle la pleine hypocrisie. Premièrement, car ce sont des processus structureaux du capitalisme qui sont en train de remettre définitivement en cause le compromis sociale établi en Occident pendant les trente glorieuses (globalisation, privatisation délocalisation etc.), ce qui ébranle les dépenses sociales dans toutes leurs formes (y compris sous la forme du clientellisme qui graisse la pattes des partis, des syndicats etc.). Tout cela ne serait qu'une histoire de « boutiquiers » et de travailleurs indépendants ? Allons... Deuxièmement, parce que le poids accru de la fiscalité sur la société **ne va pas du tout** à redonner de souffle à une dépense sociale attaquée de toute part, mais sert exclusivement à détourner des ressources du travail, sous toute ses formes, vers la finance. Même si on enlève (sélectivement) aux évadés fiscaux, on le fait, en somme, pour mieux reverser aux richissimes de Wall street & co. Il ne s'agit pas de nier que nous sommes sur un terrain glissant ni de contester les effets pervers de la redistribution (consciente) venant du passé, par ailleurs utilisée aujourd'hui pour attiser la guerre entre les pauvres. Le point crucial et discriminant est de faire émerger cette question : des taxes payées par qui, à qui, pour quelle raison ? D'un côté, nous avons l'État : vecteur actif et intéressé (non pas une marionnette passive) du *hold up* sur le travail et sur

¹⁷ Référence à la Ligue du Nord

¹⁸ Susanna Camusso, Secrétaire général de la CGIL, principal syndicat italien

¹⁹ La Repubblica, principal quotidien généraliste italien, progressiste et partisan de l'austérité.

²⁰ Mario Monti, président du Conseil des ministres de 2011 à 2013, imposé par l'UE à la place de Berlusconi lors de la crise de la dette en 2011.

²¹ Giorgio Napolitano, Président de la République de 2006 à 2015

²² Enrico Letta, président du Conseil des ministres de 2013 à 2014.

²³ Référence aux trois syndicats « confédérés » CGIL, CISL et UIL.

les ressources de la société à la faveur de la finance et des grandes entreprises, strictement entremêlées, et toujours moins capable de répondre aux besoins sociaux. De l'autre, nous avons la possibilité-nécessité d'avoir un point de vue de classe qui s'oppose au suicide que le « parti des taxes » demande aux prolétaires au nom du paiement de la dette publique comme « bien de tout le monde ». La possibilité-nécessité de construire un front large de résistance immédiate à la crise et d'élaborer une perspective générale qui permette de repenser et pratiquer la lutte sur le salaire-revenu en même temps que la lutte contre le braquage fiscal. La **lutte contre la dette** comme synthèse suprême de l'expropriation de la vie, couplée à la recherche d'une alternative de système.

4.2. Nationalisme

Ce que nous avons vu, là où le 9D s'est manifesté avec les caractéristiques que nous avons évoquées, **ne peut pas** être défini comme mouvement nationaliste. Mais cette thèse demande à être contextualisée afin d'éviter des exagérations dans un sens ou dans l'autre et en tenant toujours en compte des dynamiques décrites plus en haut qui restent à ce moment toujours ouvertes. Le 9D n'a pas eu, ou pas comme impulsion principale, des revendications spécifiques mais un appel générique à la mobilisation générale de tout le « peuple » contre l'égoïsme de la caste des politiciens. La solidarité à l'intérieur du peuple est invoquée au nom de l'appartenance à la communauté nationale et l'accusation principale contre la caste est justement celle de ne pas s'occuper de l'intérêt général du pays. Pour ceux qui descendent dans la rue l'Italie est, donc, ce lien communautaire au nom duquel ceux qui en ont besoin appellent à l'aide et qui devrait induire les autres à répondre positivement à cette demande. Le flottement du tricolore – ici et là même dans les mains de quelques immigrés – a avant tout, il nous semble, cette signification-là (ce n'est pas la seule, certes). Italie, drapeau national et hymne ne sont pas des signifiants vides mais, en même temps, ne sont pas si forts et bien définis. Ils marquent plutôt des pulsions, des poussées dans la recherche d'une identité commune à faire valoir comme opposition et comme être ensemble. La première observation est que la mobilisation, est née sur la base de ce besoin élémentaire que les secteurs mobilisés sentaient comme le plus urgent : on n'en peut plus. La crise mord, les gouvernements mettent du sel sur les plaies et ne font rien pour arrêter le déclin - leur propre déclin et celui de l'Italie – et ne font rien pour éviter la chute à des pans entiers de la population plongés dans la misère et/ou sur le point de l'être. La deuxième observation est que il y a besoin d'un changement radical, réel, et qu'aucun sujet politique existant ne le garanti véritablement. Aucun ne peut représenter ces besoins. C'est la raison de l'urgence de la mobilisation générale d'un peuple en mouvement qui en se mobilisant saura peut-être préciser des revendications, des programmes, un projet, des instruments pour le réaliser. D'ailleurs, les sujets qui était en d'autres occasions les catalyseurs naturels de toute protestations sociale sérieuse sont aujourd'hui complètement incapables non seulement de représenter une alternative mais également de donner suite à leurs propres, mêmes faibles, critiques aux politiques gouvernementales : il n'y a plus de « gauche » en

condition d'accompagner avec sérieux une protestation. Au croisement entre désespoir et besoin d'action, une affirmation de dignité confuse, désabusée, timide, apparaît : une revendication de souveraineté contre la perception de dépossession généralisée. La peur du déclassement pour certains, de véritable paupérisation pour d'autres, donnent lieu à des réactions nombreuses et mêmes opposées. Si le mouvement spontané n'est pas nationaliste mais se limite à invoquer l'appartenance à la nation commune dans le but de poser une contrainte sur la base de laquelle invoquer la solidarité de tout un chacun, il y en a bien sûr qui interviennent pour orienter cette appartenance dans un sens réellement nationaliste. Sur ce plan, le discours ne peut pas être simplifié ni réduit à des contenus politiques ambigus (ou bien trop clairs), mais il faut l'insérer dans le cadre des dynamiques impures et tortueuses de la crise, d'aujourd'hui et surtout de demain. Le vrai marqueur de la droite est le regroupement populaire dans un sens corporatiste derrière le drapeau de la revanche nationale (non pas la présence inquiétante et pourtant assez restreinte de petits fachos : l'alarme « aux fascistes, aux fascistes » sert ici à confondre plus qu'à expliquer). Sur ce point-ci le risque de glissement nationaliste vaut pour **toute** réaction sociale à la crise dans les marasmes à venir, pas seulement pour le 9D. Et elle demande par conséquent une réflexion plus générale.

4.3 Anti-européisme

Nous pouvons dire qu'un des points cruciaux, si ce n'est pas le point crucial, dans cette situation donnée, autour duquel va se jouer un éventuel glissement nationaliste pas tant du 9D en soi – dont il ne faut pas s'attendre à un développement linéaire – mais des dynamiques plus larges qui lui sont sous-jacentes est **la question de l'Euro**. Les pulsions anti-monnaie unique à l'intérieur de la mobilisation, celles « programmatiques » des organisateurs mais surtout celles spontanées, sont visibles de tout le monde, et ne vont évidemment pas sans contradictions, comme nous l'indiquions déjà plus haut. S'il est vrai que l'idée de la sortie de l'euro comme solution possible au déclin de la production et de la consommation est en train de se diffuser transversalement dans plusieurs strates sociales, il est également vrai que, souvent, chez les mêmes sujets, cette idée cohabite avec la peur de la violence des contrecoups sur l'épargne résiduelle et les patrimoines, et surtout sur la santé générale du système italien. Une impression qui vient s'ajouter à la sensation (tout à fait correcte) que, laissée à la classe politique et patronale actuelle, la sortie de l'euro bénéficierait à nouveau aux suspects habituels. Ce n'est pas un hasard que dans le 9D ait émergé immédiatement une demande, confuse à souhait, anti-caste politique et anti-gouvernementale. Faible signal d'un nœud politique incontournable (pour les mouvements antagonistes aussi) qui renvoie à la question de qui gère les « transitions », c'est à dire à la question du pouvoir. Or, c'est sur ce terrain de l'orientation anti-euro comme pivot dans la réponse à la crise que sont en train de se positionner ces forces qui s'appuient sur l'assemblée populaire derrière le drapeau de la revanche nationale, véritable marqueur de la droite. Laissons de côté, dans le nouveau centre-droite, un Berlusconi bien mal à point qui,

aujourd'hui, caresser ces pulsions, mais seulement pour en faire monnaie d'échange dans le jeu électoral et dans une tentative timide de renégocier des politiques d'assainissement de la dette avec l'UE.

Grillo et au delà. La démarche aujourd'hui la plus cohérente et « attirante » de ce nationalisme, avec la tentative de le greffer dans les mobilisation venant « du bas », est celle de Grillo. Ce n'est pas un hasard qu'il soit le seul qui s'est approché du 9D, tout en craignant sa radicalisation éventuelle. Ce n'est pas nouveau que l'on parle des ambivalences, matériellement implantées, de son mouvement et plus généralement des pulsions sociales qui lui sont sous-jacentes. Celles-ci, inévitablement vont, dans l'avenir, se démêler en faisant rentrer en collision d'une part l'option de Grillo de revitalisation « par le bas » de la nation et du capitalisme italique, de l'autre la repositionnement de sujets, thématiques et perspectives sur un terrain potentiellement antagoniste au capitalisme. Une option qui demanderait un grand mouvement de masse et « de classe » qui remette à l'ordre du jour les questions de ce que l'on produit, de quelle manière et dans quelle perspective. Dans la situation actuelle, la réflexion a été plus étroite et les conditions générales pour la résolution de ces ambivalence ne sont pas advenues. D'un côté, Grillo ne perd pas d'occasion pour attaquer les « autres », notamment Berlin – dans les images hyperréalistes de son site web, Merkel apparaît toujours soutenue par des panzers hitlériens – et bien évidemment Bruxelles comme étant les « dictateurs » qui empêcheraient à l'Italie de reprendre en main sa destinée. De l'autre et dans le même temps, s'ajoute à cette dénonciation faite pour sauver la nation non seulement le *que se vayan todos*²⁴ mais aussiles propositions pour un revenu de base en tant que rempart contre un travail devenu la modalité principale à travers la quelle faire accepter aux gens le pire possible ainsi que la renégociation de la dette Des ambivalences pas encore résolues, que le politicien génois tente de plier toujours plus dans un sens déterminé, nationaliste précisément. Non pas car sa dénonciation n'a pas de points d'ancrage dans la situation réelle et dans les politiques de l'UE, mais car elle préconise une voie de sortie (illusoire) pour d'une Italie à deux sous à la sauce *green*, en forme de réseau ;une politique *cheap* et des PME, tout cela grâce à la panacée d'une dévaluation compétitive rendue possible par le retour de la lire. Quant à la thématique de la dette, rien que pour sa renégociation (on ne parle même pas d'effacement), l'affrontement ne serait pas seulement avec les « autres » mais au sein de la « patrie » chérie, contre « nos » spéculateurs très grands, grands et moyens ; un affrontement... de classe. Une fois que la voie nationaliste serait prise, difficile pour Grillo de la mener jusqu'au bout. Non seulement car il craint les mouvements, craint que l'affrontement se fasse dans un sens dur, mais aussi parce qu'à ce moment-là, il serait face à des enjeux bien plus consistants. Le nationalisme fait son autocélébration en se proposant comme une alternative à la globalisation (parmi les groupes de droite : « mondialisme ») alors qu'il en est le corollaire naturel étant donné qu'il sert à pousser au-delà de toute limite la compétition – ce qui est exactement le

²⁴ Le slogan des mouvements argentins demandant le départ de la classe politique après le krach de 2001

sel de la globalisation – en la revitalisant « par le bas ». Pousser à l'affrontement à l'extérieur en tentant de l'éviter à l'intérieur, soi-disant pour « protéger » la nation. Un nationalisme extrême devrait donc chercher à enfermer strictement le capital dans les frontières nationales. Or, non seulement aujourd'hui ceci est bien plus compliqué qu'hier, mais hier aussi l'autarcie a été possible uniquement grâce à la préparation, plus ou moins longue, à un conflit militaire, c'est-à-dire à l'explosion complète de la dynamique de la concurrence entre états. Si, à cause du travail de sape étasunien et de la myopie des bourgeoisies du vieux continent, devait échouer le projet régional européen, nous assisterions à une réouverture accélérée, dans des formes difficiles à prévoir aujourd'hui, d'une dynamique en quelque sorte analogue à celle-ci. Nous aurions alors bien d'autres chats à fouetter...

Entre-temps, à gauche... Le problème est que beaucoup de ces thématiques appartiennent aussi, en quelque sorte, à une bonne partie de la « gauche » (on ne parle pas ici bien évidemment du centre-gauche européiste partisan de l'austérité). Voilà pourquoi elle a de la peine, et elle en aura toujours plus, à disputer à la droite la direction de certaines mobilisations et, de manière générale, à organiser la lutte contre la crise sur un terrain adéquat. Il suffit de voir la tournure qu'a prise, de son côté, la dénonciation des politiques de Bruxelles, les discussions sur les fautes de l'euro et sur la récupération de la « souveraineté monétaire nationale » comme base d'une sortie de la crise qui tienne en compte les besoins populaires. Comme si c'était l'euro en tant que tel qui était responsable de l'appropriation des ressources sociales de la part des possesseurs de grands capitaux. Comme si les possesseurs de grands capitaux n'étaient que des étrangers, et qu'il n'y avait pas une classe constituée d'Italiens qui participaient pleinement à la répartition de la rente et des profits, qui arrivent de partout dans le monde dans les places et les institutions financières occidentales. Comme si, avant l'euro, le « peuple » avait une souveraineté monétaire sur la lire au point qu'il en faisait une monnaie utile à ses fins et comme si elle n'était pas utilisée, au contraire, par le grand capital national pour améliorer sa propre compétitivité au dépens des salaires et du travail autonome via la dévaluation compétitive (ce que des économistes de « gauche » préconisent aussi sur les pages du Manifesto²⁵) ! Il y a, de plus, une autre vision que cette « gauche » partage béatement avec la droite. Ces poussées en sens nationaliste sont, en grande partie, anti-UE et anti-Allemagne plutôt qu'anti-USA. Ces derniers jouiraient au contraire d'une appréciation diffuse (et transversale) parce qu'il seraient en train d'adopter des mesures anti-crise qui tiennent à l'abri les « classes moyennes » et les « couches faibles » (!) et éviteraient des politiques drastiques de réduction de la dette. Personne ne semble voir l'affrontement titanesque qui se joue sur l'arène mondiale sur la question de la domination du **dollar**, une monnaie qui risque d'être entraînée dans la crise nord-américaine (à tous les niveaux bien plus grave que l'euro) et sur les agressions qui se manifestent contre quiconque tente

²⁵ Il Manifesto, quotidien de la gauche italienne.

de créer des alternatives au dollar. Personne ne voit que les politiques US qui augmentent d'avantage encore la dette publique et privée ne provoquent pas, dans l'immédiat, des conséquences désastreuses pour la seule raison que le dollar continue à sucer des richesses dans tout le reste du monde. Personne ne voit comment les demandes à l'Europe de ne pas s'entêter dans l'austérité ont pour but, même pas dissimulé, d'affaiblir l'euro et de lui empêcher, justement, de devenir un concurrent sérieux du dollar. Pourquoi préfère-t-on ne pas voir ? Parce que ceci impliquerait de prendre acte que l'adversaire n'est pas Merkel ou Obama mais que les deux représentent le visage farouche de ce même système économique, le capitalisme ; qu'aux États-Unis comme en Europe, en Allemagne comme en Italie, il a un seul (et peu certain) espoir de se relever à nouveau : augmenter au-delà de toute limite physique l'exploitation dans les officines du monde entier, fordistes et postfordistes. Parce qu'on préfère croire et faire croire qu'il existe la possibilité d'un nouveau New Deal « par le bas », de politiques sociales keynésienne ou semblables. (Cette illusion vaut également pour ceux qui, même partant d'une critique du souverainisme nationaliste, finissent par proposer des recettes semblables, mais avec de nouvelles étiquettes comme la « monnaie du commun » (!). Ils pensent ainsi que le seul fait de placer ces propositions sur le plan européen – indépendamment de ce que l'Europe peut ou ne peut pas être – leur ferait acquérir un signe qualitativement différent ; de toute façon on finit par faire les supporteurs des... recettes de la FED contre le Bundesbank). Il ne s'agit pas, cela va de soi, de désertir le terrain de la lutte contre les grandes puissances européennes en poussant pour une renégociation dure sur le nœud de la dette. Il faut cependant porter l'affrontement **toute de suite** aussi et surtout avec la grande finance transnationale et ses garants politico-militaires à la bannière étoilée. Notre objectif ne serait pas de faire repartir l'économie nationale « réelle » (comme le propose le Mouvement 5 étoiles entre autres) mais d'entreprendre un parcours de réappropriation effective des modes selon lesquels nous produisons et reproduisons nos propres conditions de vie. Être non pas pour une simple stratégie de sortie de la crise à la faveur des suspects habituels mais pour une voie **autre**. En l'absence de cette vision, la « gauche » sera toujours moins en conditions de combattre les variantes diverses du nationalisme pour le simple fait que – à sa manière, avec ses référents sociaux (vrai ou présumés), avec ses « valeurs » – elle va y être immergée ou entraînée.

Conclusions provisoires

Certains continueront à penser qu'on fait de la « sociologie de comptoir », d'autres qu'on tombe dans le « programmatisme ». Peu importe. Revenons au 9D. Est-il inévitable qu'une mobilisation, - mais demain un mouvement - qui part des « milieux populaires » paupérisés devienne un instrument de relance du nationalisme ? Non, il n'y a aucun automatisme qui pousse vers une telle dérive, mais celle-ci peut se vérifier s'il manque une alternative antagoniste crédible. Cette dernière n'est possible que si, dans ces dynamiques sociales profondes, s'implante une intervention subjective qui arrive à décomposer et recomposer les sujets le long des nouvelles lignes « anti-systémique ». En partant des terrains qui bougent et pas de ceux qu'on avait prévu en théorie. Aujourd'hui le 9D, dans ses expressions les plus significatives, ne représente pas une « mobilisation réactionnaire de masse » pour les raisons que nous avons tenté d'expliquer. Il ne s'agit pas d'un ralliement dès maintenant à un bloc social de droite, cette mobilisation signale plutôt l'écroulement accéléré du bloc social de droite d'antan (berlusconiste, proche de la Ligue du Nord) et un vide social et politique. Vide qui, tôt ou tard, va être comblé. Pour cette raison, au vu du cadre général de la crise, au vu des pulsions qui sont à l'œuvre dans la société, on ne peut pas exclure que **demain** quelque chose de similaire au 9D puisse devenir, avec d'autres, l'un des engrenages d'une mobilisation soutenant un projet clairement de droite, tel que celui mené par Marine Le Pen en France (plutôt que la réédition de vieilles formules fascistes qui continueront de toute façon à remplir leur rôle nocif et, qu'on nous pardonne l'expression, de réflecteur pour les bonnes âmes de gauche). Comme on ne peut pas non plus exclure que l'on se dirige vers la désagrégation politique, au tous contre tous, hypothèse loin d'être invraisemblable dans un cadre de dissolution tel que celui de l'Italie. Travailler pour une alternative à ces dérives est une question de **force**, programmes et conjonctions objectives (économiques, sociales et même géopolitiques). On ne peut pas s'aveugler pour le moment sur les faiblesses de notre front potentiel et les limites des réponses à la crise, quoique généreuses, auxquelles nous avons assisté sur l'échelle globale. Elles ne sont pas dues à ceux qui les mènent (ou, dans la nouvelle version à la mode à gauche, aux « bouchons » qu'il s'agirait de faire sauter). Même dans les conflits les plus forts – comme en Égypte – les limites se sont révélées intrinsèques à ces mêmes dynamiques et ne pourront être dépassées qu'à travers un parcours tortueux et impur. En Occident l'espoir d'un retour à un âge de bien-être relatif est puissamment ancré, ce qui efface pour l'instant toute poussée anti-systémique de masse. Depuis le début de la crise, on a vu des armées d'ouvriers monter sur les toits de leurs établissements pour avoir « un bon manager » ou demander poliment d'être pris en considération par ceux qui manœuvrent les leviers du pouvoir. Aujourd'hui nous voyons une partie des « couches moyennes » qui commencent à se bouger aux côtés des nouveaux pauvres, néanmoins elles se limitent à demander soit qu'on leur prête plus d'attention soit, au mieux, un changement radical du pouvoir politique, pas encore du système économique. Pour soutenir ses revendications chaque acteur du mouvement argumente que leur réalisation serait bénéfique pour « tous » à l'intérieur du système tel qu'il

fonctionne : gardez ouverte notre usine car elle est productive, avancée, etc., permettez-nous de garder notre activité productive ou tertiaire car sans cela il y aura un appauvrissement général. Il y a le sentiment que les solutions doivent être en quelque sorte « communes ». Mais on entend ce « commun », incarné par la nation et ce n'est pas un hasard, comme étant intrinsèque à ce système de vie et de production. Ce qui le rend illusoire et même porteur de mise en oppositions risquées entre un « nous » et un « vous » avec lesquels il s'agirait, au contraire, de construire une lutte, justement, commune. Le terrain, en revanche, les nœuds, les questions fondamentales de ces prochaines années sont ceux qui sont en train d'émerger de manière si impure et confuse. Certainement, ce n'est que par l'entrée d'autres forces sociales plus larges – et avant tout les jeunes, capables d'injecter dans les luttes des éléments de coopération anti-systémique même embryonnaires – que l'on pourra éviter une certaine dérive des mobilisations comme le 9D et d'autres. C'est également pour cela qu'il a été, et il sera, important de « se salir les mains ».

D'ailleurs avec l'aggravation de la crise, on a commencé à voir en Italie aussi des ruptures sans cette ambiance assujettissement. Les luttes dans le secteur de la logistique, le #19octobre²⁶, la grève des transports à Gênes, la résistance des notav, des nomuos²⁷ et du mouvement de la Campania contre le poison des déchets : aucune de ces luttes n'est capable, en soi, de déclencher une résistance sociale plus étendue, mais dans chacune d'entre elles un signe de classe clair s'est manifesté, une séparation entre « nous » et « vous » n'ayant pas le caractère du « nous les Italiens » et « vous les étrangers » ou bien du « nous les honnêtes apolitiques » et « vous les malhonnêtes politiques », mais du « nous qui vivons » et du « vous qui vous enrichissez jusqu'à détruire nos vies ». Or, le point **crucial** du 9D, c'est d'avoir signalé que dans ce « nous » il peut y avoir une variété de sujets très large ayant en commun une seule condition sociale : force de travail prolétarisée, dépendant rigidement de ceux qui manœuvrent les leviers du capital même lorsqu'on leur fait croire de jouir d'une autonomie économique ou cognitive, et une vie expropriée. Et il y a également une humanité grandissante qui est pour le système irrémédiablement superflue, plus qu'une armée de réserve, un véritable excédent inutilisable même comme masse pour faire du chantage à ceux qui travaillent.

C'est à « nous » de ne pas se laisser échapper, en raison d'un minoritarisme plus ou moins conscient, les occasions qui vont venir et, pour autant qu'il est possible, travailler dans le sens non pas d'une contraposition, mais d'une unification des composantes « les plus avancées » avec celles qui sont « le plus en arrière », voire qui risquent d'aller dans une toute autre direction politique. C'est une des leçons de la lutte notav.

²⁶ Manifestation nationale pour le droit au logement à Rome organisé en 2013 par les réseaux d'occupants d'immeubles vides.

²⁷ NO-MUOS, Mouvement contre les maxi-antennes de l'armée américaine à Niscemi en Sicile.